

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**Société en Commandite Simple au capital de 11 695 776 euros**  
**Siège social : 16, place Saléon Terras 07160 Le Cheylard**  
**305776890 RCS Aubenas**

**Etats financiers consolidés de l'exercice 2024**

**Bilan consolidé au 31 décembre 2024**

<b>Actif consolidé (en milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Opérations interbancaires et assimilées	(8)	491 967	340 743
Opérations avec la clientèle	(9)	197 978	233 438
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable	(10)	627 407	543 206
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	(11)	2 811	2 299
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-
Immobilisations incorporelles	(12)	20 477	22 452
Immobilisations corporelles	(12)	38 300	37 422
Dont Écarts d'acquisition	(13)	-	-
Capital souscrit non versé	(14)	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	(15)	20 059	21 310
<b>Total de l'actif consolidé</b>	<b>-</b>	<b>1 398 999</b>	<b>1 200 870</b>

<b>Passif consolidé (en milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Opérations interbancaires et assimilées	(16)	1 180	70
Opérations avec la clientèle	(17)	1 323 718	1 124 568
Dettes représentées par un titre	-	1	1
Comptes de régularisation et passifs divers	(18)	27 836	28 941
Ecarts d'acquisition	-	-	-
Provisions	(19)	3 648	4 780
Dettes subordonnées	-	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	(19')	4 000	-
Intérêts minoritaires	(20)	2 008	1 982
<b>Capitaux propres consolidés - Part du Groupe (hors FRBG)</b>	<b>(21)</b>	<b>36 608</b>	<b>40 529</b>
Capital souscrit	(22)	11 696	11 696
Primes d'émission		953	953
Réserves consolidées et autres		27 879	35 132
Résultat net consolidé – Part du Groupe		-3 920	-7 252
<b>Total du passif consolidé</b>	<b>-</b>	<b>1 398 999</b>	<b>1 200 870</b>

**Engagements hors bilan consolidés au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
<b>Engagements donnés consolidés</b>	-	<b>391 926</b>	<b>488 573</b>
Engagements de financement	(38)	19 716	20 877
Engagements de garantie	(38)	23 854	29 853
Engagements sur titres	(38)	-	-
Opérations en devise	(38)	-	-
Autres engagements (1)	(38)	348 355	437 843
<b>Engagements reçus consolidés</b>	-	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>
Engagements de financement	-	-	-
Engagements de garantie (2)	(38)	19 402	30 362
Engagements sur titres	-	-	-

(1) Obligations mises en pension à la BCE en collatéral dans le cadre de la politique monétaire, le montant est valorisé par la BCE après application d'une décote.

(2) En application de la recommandation de l'ANC relative à l'évènement Covid-19, l'encours garanti par l'Etat des PGE a été enregistré en Engagements reçus.

## Compte de résultat consolidé de l'exercice 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	(23)	39 105	29 457
Intérêts et charges assimilées	(24)	-1 745	-1 184
Revenus des titres à revenu variable	(25)	258	210
Commissions (produits)	(26)	49 165	38 082
Commissions (charges)	(26)	-3 664	-3 297
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de négociation	(27)	-	-
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(28)	1 598	409
Autres produits d'exploitation bancaire	(29)	3 601	4 024
Autres charges d'exploitation bancaire	(29)	-2 435	-1 774
<b>Produit net bancaire (PNB)</b>	-	<b>85 884</b>	<b>65 927</b>
Dont PNB des opérations avec la clientèle	-	52 419	42 408
Dont PNB des opérations pour compte propre	-	33 465	23 519
Charges générales d'exploitation	(30)	-73 971	-71 436
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) et corporelles	(31)	-11 501	-6 074
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	-	<b>412</b>	<b>-11 583</b>
Coût du risque	(32)	-1 007	-1 453
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions</b>	-	<b>-595</b>	<b>-13 036</b>
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(36)		
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(33)	-170	-79
<b>Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions</b>	-	<b>-765</b>	<b>-13 116</b>
Résultat exceptionnel	(34)	-131	394
Impôts sur les bénéfices	(35)	1 002	1 717
Quote-part dans le résultat net des entités mise en équivalence	-	-	-
Dotations / Reprises de FRBG		-4 000	3 806
Intérêts minoritaires	(20)	-26	-53
<b>Résultat net consolidé – Part du Groupe</b>	-	<b>-3 920</b>	<b>-7 252</b>
<i>Résultat net consolidé par part sociale (euros)</i>	(37)	-1,34	-2,48
<i>Résultat net consolidé dilué par part sociale (euros)</i>	(37)	-1,34	-2,48

**I INFORMATIONS GENERALES****Note 1 Renseignements à caractère général**

La Banque Delubac & Cie, créée en 1924 par Monsieur Maurice Delubac, est une Société en Commandite Simple (SCS), domiciliée en France, au capital de 11 695 776 euros (Cf. Note 22 sur le "Capital souscrit").

Son siège social est situé 16, place Saléon-Terras 07160 Le Cheylard (Ardèche). Elle dispose d'établissements secondaires dont le principal est à Paris.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, la "Société", désigne Banque Delubac & Cie SCS, le "Groupe" ou le "groupe Delubac & Cie" désigne la Banque Delubac & Cie et ses filiales consolidées (Cf. Note 3 sur le "Périmètre de consolidation").

Le groupe Delubac & Cie développe les activités suivantes :

- Banque Judiciaire (Banque Delubac & Cie)
- Banque des Administrateurs de Biens (Banque Delubac & Cie)
- Banque de détail dite "in bonis" (Banque Delubac & Cie)
- Banque de Gestion d'Epargne (Banque Delubac & Cie, Delubac Asset Management)
- Banque d'affaires dite Corporate & Investment Bank (CIB) - (Banque Delubac & Cie)
- Banque de Correspondent Banking (Banque Delubac & Cie)
- Activité de services de monétique et de paiement
- Activité de recouvrement de créances
- Activité foncière (Astorg Immobilier, Compagnie Foncière du Confluent, Foncière Francilienne de Locaux d'Entreprises)

**La Banque Judiciaire**

Banque Delubac & Cie s'est développée dans le domaine du financement à court terme des entreprises en difficulté placées dans les liens d'une procédure, qu'elle soit contractuelle ou collective. La branche d'activité applique une politique de développement national, au travers notamment des bureaux de représentation.

La Banque Judiciaire intervient dans un périmètre juridique déterminé permettant de couvrir toutes les périodes de difficulté de l'entreprise :

- mandat ad hoc ;
- conciliation ;
- sauvegarde ;
- préparation au dépôt de bilan ;
- redressement judiciaire, régime général ou simplifié ;
- plan de continuation ;
- liquidation judiciaire avec poursuite d'activité ;
- administration provisoire.

L'intervention de la Banque Delubac & Cie sur le marché des sociétés en difficulté se fait au travers des financements à court terme, principalement les lignes de mobilisations de créances, les cessions de créances loi Dailly, les escomptes d'effets et l'affacturage, offrant à ses clients les moyens de financer leurs besoins en fonds de roulement.

**La Banque des Administrateurs de Biens**

L'objectif de cette branche d'activité est d'offrir la gamme de services la plus large et la mieux adaptée aux besoins des administrateurs de biens : syndics de copropriété et gérance d'immeubles. Les promoteurs, marchands de biens et agents immobiliers sont placés hors du champ d'intervention de la Banque des Administrateurs de Biens.

La Banque Delubac & Cie offre des prestations sur mesure en proposant à ses clients :

- la gestion des comptes bancaires des sociétés ;
- la gestion des comptes bancaires des syndicats de copropriété et des gérances d'immeubles. Les flux financiers sont les encaissements des loyers avec leurs reversions aux propriétaires, et, l'encaissement des charges des copropriétés pour régler les divers prestataires de services (gardiens, fuel, assurances etc...)
- le conseil grâce à une très bonne connaissance du secteur d'activité (grande ancienneté des collaborateurs du Département) ;
- l'accompagnement dans le développement commercial et/ou opérationnel en mettant en place des financements appropriés : acquisitions d'immobilisations corporelles (parc informatique, ...), incorporelles (fonds commerciaux, ...) et financières (parts sociales ou actions de sociétés).

**La Banque de détail dite "in bonis"**

Historiquement appelée "banque in bonis" à l'époque où l'activité de la Banque Delubac & Cie était fortement ciblée sur les entreprises en difficulté, le département exerce une activité traditionnelle de banque à destination des entreprises et des particuliers qui n'entrent pas dans une de ses niches spécialisées.

Les marques commerciales sont 'Delubac Banque des Entreprises' à destination des entreprises, professionnels et associations et 'Delubac Banque des Particuliers' à destination des particuliers.

**La Banque de Gestion d'Epargne**

Cette activité se scinde en deux :

- l'activité de gestion d'épargne au sein de la Banque Delubac & Cie qui offre une gamme de services patrimoniaux et de solutions d'investissement adaptée aux dirigeants d'entreprise, particuliers et personnes morales, et propose une architecture patrimoniale ouverte en adéquation avec les objectifs de ses clients ;
- l'activité de gestion de portefeuille sous mandat et d'OPC logée dans Delubac Asset Management, société de gestion filiale de la Banque Delubac & Cie.

**La Banque d'affaires dite « Corporate and Investment Bank » (CIB)**

L'équipe Corporate & Investment Bank détecte, propose, organise et dirige des opérations dites de "haut de bilan" et d'ingénierie financière, telles que les fusions-acquisitions de sociétés non cotées, le rapprochement de sociétés cotées, les introductions en bourse sur tous les marchés, les restructurations de capital et les tours de tables financiers, les appels au marché au profit des sociétés cotées, les offres publiques, les attestations d'équité, ainsi que des opérations de "bas de bilan" (conseil en restructuration de dettes, en financement du besoin en fonds de roulement).

**Correspondent Banking**

Depuis le mois de septembre 2021, la Banque Delubac & Cie propose des services de Correspondance Bancaire qui consistent à tirer parti de l'accès direct aux systèmes de paiement en euros pour proposer à des banques qui n'y ont pas accès, un accès indirect à ces systèmes qui leur permet de traiter les opérations en euros de leur clientèle.

**Activité de services de monétique et de paiement**

La société DeluPay (filiale de la Banque Delubac & Cie) a pour activité toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à l'exploitation d'activités de monétique et de services de paiement.

**Activité de recouvrement de créances**

La société Haussmann Recouvrement (filiale de la Banque Delubac & Cie) a pour activité le recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui.

**Activité foncière**

Les deux filiales Compagnie Foncière du Confluent et Astorg Immobilier sont en charge de la gestion du patrimoine foncier du groupe Delubac & Cie.

La filiale Foncière Francilienne de Locaux d'entreprises exerce une activité de location simple de bureaux en Ile-de-France.

**États financiers consolidés du groupe Delubac & Cie**

Les états financiers consolidés du groupe Delubac & Cie relatifs à l'exercice 2024, arrêtés par la Gérance le 15/04/2025, incluent :

- le bilan consolidé sur la situation financière au 31 décembre 2024, avant affectation du résultat ;
- le résultat consolidé sur la performance financière de l'exercice 2024 d'une durée de douze mois ;
- le tableau des engagements hors bilan consolidés au 31 décembre 2024 ;
- ainsi que les présentes notes annexes complétant et commentant les informations données par le bilan consolidé, le tableau des engagements hors bilan consolidés et le compte de résultat consolidé.

A titre de comparaison, les postes du bilan, les rubriques du compte de résultat et les informations données dans les notes annexes comportent l'indication des éléments de l'exercice précédent.

Sauf exception dûment mentionnée, les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros (000 euros).

Il est précisé que les dispositions du règlement n°2020-01 de l'ANC, relatif aux comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises, ne prévoient pas d'obligation concernant la présentation d'un tableau de variation des flux de trésorerie consolidés conformément à l'article 282-41.

**Gérance – Associés commandités**

A la date de l'arrêté des états financiers consolidés de l'exercice 2024, les Associés commandités, responsables solidairement et indéfiniment des dettes sociales sur leurs biens propres, sont les suivants :

- Serge Bialkiewicz	Gérant statutaire - Premier Gérant
- Jean-Michel Samuel-Delubac	Gérant statutaire
- Joël-Alexis Bialkiewicz	Gérant statutaire
- Elodie Trévillot	Gérante
- Caisse de Compensation Locative	Gérante statutaire représentée par Serge Bialkiewicz
- Société Privée de Participations Patrimoniales	Associée commanditée statutaire représentée par Joël-Alexis Bialkiewicz
- Madeleine Teillot Samuel	Associée commanditée statutaire
- Jennifer Docquet	Associée commanditée statutaire
- Union Familiale Bialkiewicz	Associée commanditée

### Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes ont été nommés par l'Assemblée générale du 08 avril 2021. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

#### Titulaires

- La Société Hoche Audit représentée par Madame Laurence Zermati.
- La Société Nahum Expertises représentée par Monsieur William Nahum.

#### Suppléants

- Monsieur Jean-Pierre Bard.
- La Société Auditing International représentée par Monsieur Nicolas Metge.

La Société Hoche Audit est également Commissaire aux comptes titulaire des sociétés Delubac Asset Management, Haussmann Recouvrement et DeluPay, filiales de la Banque Delubac & Cie.

La société Nahum Expertises est également Commissaire aux comptes titulaire de la société DeluPay, filiale de la Banque Delubac & Cie.

### Note 2 Événements et faits marquants de l'exercice

En 2024, le principal fait marquant de l'exercice a été la réussite exceptionnelle du plan de développement de la banque, dans la continuité de la progression de 2023. Le produit net bancaire a augmenté de 30% par rapport à 2023.

Le groupe a continué en 2024 à déployer son plan stratégique axé autour de l'innovation. Les deux parties les plus visibles de cette stratégie sont la solution de paiement innovante DeluPay, qui a lancé son nouveau service Fast Track, et le déploiement de la gamme de produits et services relatifs aux actifs numériques. Elle comporte aussi une partie moins visible qui vise à se donner les moyens technologiques de renforcer sa position sur ses métiers historiques. La banque a également poursuivi la réorganisation stratégique de sa direction des projets, pour accompagner le lancement de nouvelles offres innovantes, futurs relais de croissance, et également renforcer la rentabilité en diminuant les coûts liés à la prestation externe.

Delubac Asset Management poursuit sa croissance des actifs sous gestion et renforce sa gamme de fonds, notamment avec la création du produit Delubac Impact tourné vers les investissements ayant un impact positif sur la santé et le bien-être. On peut noter également une forte collecte sur le fonds monétaire.

Les autres événements significatifs de l'exercice concernent :

- La nomination de Elodie Trévillot en qualité de gérant non statutaire
- La nomination de Benjamin Girard en qualité de président de Haussmann Recouvrement
- La création par DeluPay d'une filiale aux Etats Unis d'Amérique ( DeluPay INC ) détenue à 100%
- La dotation du fonds pour risques bancaires généraux pour un montant de 4 000 K€ pour tenir compte des incertitudes liées aux tensions géo-politiques,
- La fin du contrôle fiscal commencé en juin 2022 et qui se solde par un redressement de 909 K€,

### Note 3 Périmètre de consolidation

Pour chacune des périodes présentées, le périmètre de consolidation se compose comme suit :

<i>Entités</i>	<i>% contrôle au 31/12/24</i>	<i>% contrôle au 31/12/23</i>	<i>Activité</i>
Banque Delubac & Cie SCS	Mère	Mère	Banque
Cie Foncière du Confluent SCS	99,27	99,27	Foncière
Astorg Immobilier EURL	100,00	100,00	Foncière
Delubac Asset Management SASU	100,00	100,00	Gestion de Portefeuille
Foncière Francilienne de Locaux d'Entreprises SCI	45,00	45,00	Location de bureaux
Hausmann Recouvrement SASU	100,00	100,00	Recouvrement de créances
DeluPay SAS	92,45	95,83	Agent de paiement

Pour chacune des entités du périmètre, le % d'intérêts est identique au % de contrôle (sauf pour la Compagnie Foncière du Confluent dont le % de contrôle est de 99,27% et le % d'intérêt est de 86,27 %).

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un % de contrôle supérieur à 50 % sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Un % de contrôle compris entre 20 et 50 % confère au Groupe une présomption d'influence notable sur les entités. Ces entités sont dès lors susceptibles d'être consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, sauf exception facultative ou obligatoire prévues par le règlement CRC n°2020-01.

Les sociétés suivantes ne sont pas consolidées dans les états financiers consolidés des exercices 2024 et 2023 :

- Delubac Schor Biakiewicz, détenue à 45,6 %, ne présentant pas un caractère significatif eu égard à l'ensemble consolidé de la Banque Delubac & Cie (exception facultative prévue dans le règlement n°2020-01 du Comité de la Réglementation Comptable) ;
- DeluPay INC, détenue à 100 % par DeluPay SAS, ne présentant pas un caractère significatif eu égard à l'ensemble consolidé de la Banque Delubac & Cie (exception facultative prévue dans le règlement n°2020-01 du Comité de la Réglementation Comptable) ;
- FST Holding et FST SAS, détenues respectivement à 15 % et 24 %, et MANCO détenue à 10%, le Groupe ne disposant pas de la minorité de blocage aux Assemblées de ces sociétés et n'étant pas représenté dans les organes de gestion.

#### **Note 4 Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe**

##### **4.1 Règles d'évaluation des états financiers consolidés**

Les états financiers consolidés de l'exercice 2024 et 2023 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n°2020-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF).

##### **4.2 Présentation des états financiers consolidés**

Sauf exception mentionnée, les états financiers consolidés sont publiés en milliers d'euros (000 euros).

##### **4.3 Changements comptables**

###### **4.3.1 Corrections d'erreur**

Les corrections d'erreur résultent d'erreurs, d'omissions matérielles ou d'interprétations erronées au cours d'exercices antérieurs.

Il n'a été procédé à aucune correction d'erreur dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

###### **4.3.2 Changements d'estimations et de modalités d'application**

Une estimation est révisée si les circonstances sur lesquelles elle était fondée sont modifiées par suite de nouvelles informations ou d'une meilleure expérience.

Les incidences des changements d'estimation sont enregistrées de manière prospective et n'affectent pas les capitaux propres



consolidés.

Aucun changement de méthode d'estimation et de modalités d'application n'a été opéré dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

#### **4.3.3 Changements de présentation des postes du bilan consolidé et des rubriques du compte de résultat consolidé**

Dans un souci d'amélioration de la présentation de la situation financière et de la performance financière consolidées de la Banque Delubac & Cie, des reclassements peuvent être opérés au sein des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat consolidés.

Aucun changement de présentation des postes du bilan n'a été opéré dans les comptes consolidés de l'exercice 2024.

Par contre, il a été opéré des changements au niveau du compte de résultat. Ce changement porte sur le reclassement de certaines charges. Initialement classées en « Services extérieurs », elles sont dorénavant classées dans les « Autres charges d'exploitation bancaire » et dans les « Commissions charges » de la rubrique Produit net Bancaire. Ce reclassement a été réalisé pour améliorer la présentation de la situation financière. Le montant des comptes concernés par ce changement est de 1 375 K€ en 2024 et de 993 K€ en 2023. Les commissions charges sont précisées dans la Note 26 ci-après, les « Autres charges d'exploitation bancaire » dans la note 29, et les « Services extérieurs » dans la note 30.

#### **4.3.4 Changement de méthode comptable**

Il n'a été procédé à aucun changement de méthode comptable dans l'établissement des comptes consolidés. Ces derniers respectent le règlement ANC n°2020-01 du 6 mars 2020.

#### **4.4 Estimations et jugements comptables déterminants**

Pour établir ces états financiers consolidés, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évaluation des actifs incorporels, corporels et financiers, des écarts d'acquisition et de leurs amortissements, des dépréciations et des provisions, des engagements envers le personnel ainsi que sur les impôts différés s'agissant des déficits fiscaux reportables.

#### **4.5 Bases de préparation des états financiers consolidés**

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente aux deux exercices présentés.

#### **4.6 Principes généraux de consolidation**

##### **(i) Périmètre de consolidation**

Le Groupe est constitué de la Société, l'entreprise consolidante, des entreprises contrôlées intégralement et proportionnellement ou sous influence notable.

##### **Entreprises sous contrôle exclusif**

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ; l'entreprise consolidante est présumée avoir effectué cette désignation lorsqu'elle dispose d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet ; l'influence dominante existe dès lors que, dans les conditions décrites ci-dessus, l'entreprise consolidante a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs, passifs ou éléments d'hors-bilan de la même façon qu'elle contrôle ce même type d'éléments dans sa propre entité. En l'absence de tels contrats ou clauses statutaires, il est également présumé qu'une entreprise consolidante exerce une influence dominante sur un établissement de crédit ou une

autre entreprise dès lors qu'elle détient au moins 20 % des droits de vote et qu'il n'existe pas d'autres actionnaires ou ensemble d'actionnaires détenant un pourcentage de droit de vote supérieur au sien.

### **Entreprises sous contrôle conjoint**

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- un nombre limité d'associés ou d'actionnaires partageant le contrôle ; le partage du contrôle suppose qu'aucun associé ou actionnaire n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres ; l'existence d'un contrôle conjoint n'exclut pas la présence d'associés ou d'actionnaires minoritaires ne participant pas au contrôle conjoint ;
- un accord contractuel qui :
  - . prévoit l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entreprise exploitée en commun,
  - . établit les décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise exploitée en commun et qui nécessitent le consentement de tous les associés ou actionnaires participant au contrôle conjoint.

### **Entreprises sous influence notable**

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise est présumée lorsque l'entreprise consolidante dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entreprise.

### **Détermination du contrôle et de l'influence notable**

#### *Détention directe et indirecte*

Le contrôle exclusif et l'influence notable s'entendent, dans tous les cas, directement ou indirectement. Ainsi, pour l'appréciation des droits de vote dont dispose une entreprise dans les assemblées d'une autre entreprise, il doit être fait masse de l'ensemble des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par l'entreprise consolidante et par toutes les entreprises qu'elle contrôle de manière exclusive.

#### *Calcul de la fraction des droits de vote détenus*

Pour le calcul de la fraction des droits de vote détenus, il convient de tenir compte des actions à droit de vote double, des certificats de droit de vote créés lors de l'émission de certificats d'investissement et, s'il y a lieu, des titres faisant l'objet d'engagements ou de portage fermes détenus pour le compte de l'entreprise consolidante.

Le terme "portage" recouvre un ensemble d'opérations par lesquelles une entreprise a l'obligation d'acheter des titres à un porteur au terme d'une période et à un prix déterminé à l'avance, ce porteur ayant l'obligation de les lui vendre.

Ces titres sont considérés comme détenus pour le compte de l'entreprise consolidante, si les spécificités de l'engagement ferme ou du contrat de portage ferme la rendent titulaire des prérogatives essentielles attachées à ces titres. Pour déterminer la nature et l'importance du contrôle ou de l'influence notable, le titulaire des droits relatifs au contrôle des titres faisant l'objet du portage prend également en compte les autres titres de l'entreprise considérée qu'il détient par ailleurs.

#### *Entités ad hoc*

Une entité ad hoc est une structure juridique distincte, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une entreprise. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette entreprise, par mise à disposition d'actifs ou fourniture de biens, de services ou de capitaux.

Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entreprises contrôlées ont en substance, notamment en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, le contrôle de l'entité.

Afin de déterminer l'existence de ce contrôle, il est nécessaire d'apprécier l'économie d'ensemble de l'opération à laquelle l'entité ad hoc participe et d'analyser les caractéristiques de la relation entre cette dernière et l'entité consolidante.

Il convient de distinguer la situation dans laquelle le pouvoir de décision sur les activités courantes correspond à une relation fiduciaire avec une gestion pour compte de tiers et dans l'intérêt des différentes parties, aucune d'entre elles ne contrôlant l'entité de manière exclusive, de la situation dans laquelle ce pouvoir n'est exercé que dans le seul intérêt de l'entreprise consolidante.

Dans cette optique, les critères suivants sont pris en considération :

- l'entreprise dispose en réalité des pouvoirs de décision, assortis ou non des pouvoirs de gestion sur les activités courantes de l'entité ad hoc ou sur les actifs qui la composent, même si ces pouvoirs ne sont pas effectivement exercés. Elle a par exemple la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts, ou au contraire de s'opposer formellement à leur

- modification ;
- l'entreprise a, de fait, la capacité de bénéficier de la majorité des avantages économiques de l'entité, que ce soit sous forme de flux de trésorerie ou de droit à une quote-part d'actif net, de droit de disposer d'un ou plusieurs actifs, de droit à la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- l'entreprise supporte la majorité des risques relatifs à l'entité ; tel est le cas si les investisseurs extérieurs bénéficient d'une garantie de la part de l'entité ou de l'entreprise, leur permettant de limiter de façon importante leur prise de risques.

### **Exclusion du périmètre de consolidation**

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque :

- dès son acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure en raison notamment :
    - . d'opération de portage lorsque l'entreprise consolidante ou l'une des sociétés du Groupe joue le rôle de porteur,
    - . ou d'opération d'assistance financière, d'assainissement ou de sauvetage.
- Toutefois si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée ;
- des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement :
    - . le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ;
    - . les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des états financiers consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles avec ceux qui sont fixés pour la mise à disposition des documents annuels d'information financière aux Commissaires aux comptes.

Une entreprise considérée comme non significative au regard de l'ensemble consolidé peut être exclue du périmètre de consolidation lorsqu'elle ne représente, seule ou avec d'autres, qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle que doivent donner les états financiers consolidés.

Lorsqu'une entreprise est ainsi exclue du périmètre de consolidation, ses titres sont comptabilisés en "Titres de participation" dans les états financiers consolidés.

### **Dates d'entrée et de sortie dans le périmètre de consolidation**

L'entrée dans le périmètre de consolidation est effective :

- soit à la date d'acquisition des titres par l'entreprise consolidante ;
- soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable, si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois ;
- soit à la date prévue par le contrat si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.

Une entreprise sort du périmètre de consolidation à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

### **(ii) Procédures et méthodes de consolidation**

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date, soit le 31 décembre de chaque exercice. Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- l'intégration globale, pour les entreprises sous contrôle exclusif y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entreprises sous contrôle conjoint y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante ;
- la mise en équivalence, pour les entreprises sous influence notable et celles sous contrôle exclusif ou conjoint ayant une structure de comptes différente et dont l'activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés, les "Intérêts minoritaires" ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées dans les conditions énoncées ci-après.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de

l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;

- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées dans les conditions énoncées ci-après.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale**

#### **(i) Opérations n'affectant pas le résultat consolidé**

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et les charges sont éliminés dans leur totalité.

Sont également éliminés, les engagements hors bilan réciproques des entreprises consolidées ainsi que les engagements hors bilan faisant double emploi avec les créances ou dettes correspondantes figurant aux bilans d'autres entreprises consolidées.

#### **(ii) Opérations affectant le résultat consolidé (résultats internes)**

L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et moins-values est pratiquée à 100 % puis répartie entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires de l'entreprise ayant réalisé le résultat.

Toutefois, en cas d'élimination de pertes, le Groupe s'assure que la valeur de l'actif cédé n'est pas supérieure à la valeur actuelle de cet élément. Dès lors :

- la perte de cession à caractère interne est éliminée même lorsqu'elle représente une réelle perte de valeur ;
- la perte réelle de valeur, déterminée en fonction des règles générales de dépréciation des actifs, donne lieu à la constatation d'une dépréciation pouvant être reprise si l'actif continue d'être utilisé, soit d'un amortissement exceptionnel si l'actif cesse d'être utilisé.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener à leur valeur d'entrée dans le bilan consolidé.

L'impôt sur les bénéfices est corrigé de l'incidence de l'élimination des résultats internes.

Les dividendes intra Groupe sont également éliminés en totalité, y compris les dividendes qui portent sur des résultats antérieurs à la première consolidation.

Sont également éliminés en totalité, les dotations aux dépréciations de titres participation constituées par l'entreprise détentrice des titres et, le cas échéant les provisions constituées en raison de pertes subies par les entreprises contrôlées de manière exclusive.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale et les entreprises consolidées par intégration proportionnelle**

#### **(i) Opérations n'affectant pas le résultat consolidé**

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. La différence entre le montant ainsi éliminé et le montant de ces dettes et de ces créances est assimilée à une dette ou à une créance envers les entreprises extérieures au groupe.

#### **(ii) Opérations affectant le résultat consolidé (résultats internes)**

En cas de cession par une entreprise intégrée globalement à une entreprise intégrée proportionnellement, l'élimination est limitée au pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. Il en est de même en cas de cession par une entreprise intégrée proportionnellement à une entreprise intégrée globalement.

Les dotations aux comptes de dépréciation des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres, en raison des pertes subies par les entreprises intégrées proportionnellement, sont éliminées en totalité.

### **Élimination des opérations entre les entreprises consolidées par intégration globale et les entreprises dont les titres sont mis en équivalence.**

Les résultats internes sont totalement éliminés selon les mêmes principes que ceux décrits ci-avant.

Sont éliminés, à hauteur du pourcentage de participation détenu par le Groupe dans le capital de l'entreprise mise en équivalence, les résultats provenant d'opérations (pertes et profits, plus ou moins-values, dividendes) réalisées entre cette entreprise et celles dont les comptes sont intégrés globalement.

Les dotations aux dépréciations des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres et, le cas échéant les provisions constituées en raison de pertes subies par les entreprises dont les titres sont mis en équivalence, sont éliminées en totalité.

### **(iii) Méthodes d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont pour objectif de donner une représentation homogène de l'ensemble formé par les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation. Il est tenu compte des caractéristiques propres à la consolidation :

- prédominance de la substance sur l'apparence ;
- rattachement des charges aux produits ;
- élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale (sont notamment reprises sur les réserves et le résultat consolidés les provisions pour amortissements dérogatoires pour leurs montants nets d'impôt sur les sociétés).

Les états financiers consolidés sont établis suivant les méthodes définies par le Groupe. Ces méthodes sont homogènes pour l'ensemble des entreprises incluses dans le champ de la consolidation et sont conformes :

- aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit ;
- ainsi qu'aux méthodes d'évaluation qui s'appliquent aux états financiers consolidés par dérogation aux méthodes applicables aux comptes annuels des établissements de crédit.

Le groupe Delubac & Cie applique la méthode de la comptabilisation des prestations de retraite et des prestations assimilées telles que les indemnités de fin de carrière. Ces indemnités versées à la date du départ en retraite sont provisionnées et prises en compte dans le résultat consolidé sur la durée d'activité des salariés. La méthode du corridor est appliquée concernant les écarts actuariels non comptabilisés à la clôture de chaque exercice.

## **4.7 Monnaies étrangères**

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à la date de clôture en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de conversion sont inscrits à l'actif du bilan lorsque l'écart correspond à une perte latente et au passif du bilan lorsque l'écart correspond à un gain latent.

Les différences de change devenues définitives sont comptabilisées en charges et en produits.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Le Groupe ne contrôle ni n'exerce d'influence notable sur une entité étrangère dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro.

## **4.8 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## **4.9 Dépréciation au titre du risque de crédit avéré**

Les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit sur en cours individuels sont similaires à ceux retenus par la réglementation comptable française pour considérer un en cours comme douteux.

En application du règlement n°2014-07 du CRC, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Delubac & Cie de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, et nonobstant l'existence de garanties, l'en cours afférent est classé en en cours douteux.

Le déclassement des crédits en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par "contagion", un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, malgré l'existence de garanties.

Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en "Coût du risque".

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

#### **4.10 Portefeuille titres**

Les titres sont classés en fonction de leur nature (obligations et autres titres à revenus fixes, actions et autres titres à revenu variable) et de leur portefeuille de destination (transaction, placement, investissement, titres de participation).

Pour chaque catégorie de portefeuille, les règles de classement et d'évaluation appliquées, conformément aux dispositions du règlement amendé n°90-01 du CRC relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, modifié par le règlement n°2014-07 du CRC, sont les suivantes :

##### **Titres de transaction**

Sont considérés comme des titres de transaction l'ensemble des interventions sur des marchés liquides, effectuées dès l'origine dans le but de les revendre ou de les placer auprès de la clientèle, à brève échéance. A la clôture de l'exercice, les titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté en compte de résultat.

##### **Titres de placement**

Il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et de filiales, les autres titres détenus à long terme et les titres de l'activité de portefeuille.

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition, frais exclus (sauf pour les cryptos ou les frais sont inclus). Les intérêts courus à l'achat sont inscrits, le cas échéant dans des comptes rattachés.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres est estimée sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et d'après leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes issues de cette évaluation donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Dans le cadre de l'application de la norme comptable relative aux dépréciations sur les titres de placement, l'établissement a tenu compte de l'article 221-6 du Plan Comptable Général qui précise que les titres non cotés doivent être évalués à "leur valeur probable de négociation".

En l'absence d'un marché actif, les transactions récentes ne peuvent être la seule méthode prise en compte pour la valorisation d'un titre non coté. En outre, les transactions forcées, c'est-à-dire les ventes qui sont réalisées sous le coup d'une contrainte notamment réglementaire, ne doivent pas être considérées pour estimer la valorisation d'un titre non coté.

En conséquence, pour estimer la valorisation des titres non cotés détenus par la banque à la date de clôture de l'exercice comptable, deux approches ont été retenues par notre établissement :

- Une valorisation par comparable, en identifiant des titres présentant des caractéristiques communes avec les titres détenus en portefeuille. Pour cette méthode, après avoir sélectionné le titre ou les titres présentant le maximum de caractéristiques avec le titre détenu, le rendement des titres de la sélection à la date de clôture de l'exercice comptable est identifié. Ce rendement est alors appliqué au titre détenu par l'établissement, ce qui permet de déduire la valorisation de ce dernier,
- Une approche par évaluation du spread : les titres non cotés détenus par la banque sont indexés sur l'Euribor 3M auquel il faut rajouter une marge (le spread) qui est lié à la société émettrice du titre non coté (notamment la notation de cette dernière, ses résultats par rapport aux attentes du marché, etc.). L'évolution de ce spread va avoir un impact sur la valorisation du titre non coté. Dans le cas de titre non coté, la différence entre le spread de la maturité initiale et celui de la maturité à la date de clôture de l'exercice est évaluée. Si cet écart est constant dans le temps alors il est appliqué au spread initial (celui de l'achat) pour établir le spread à la clôture de l'exercice comptable et ainsi en déduire la valorisation du titre non coté qui se calcule à l'appui de l'Euribor 3M + spread calculé selon la méthode définie ci-avant.

Pour les titres non cotés détenus par la banque à la date de clôture de l'exercice comptable, ces deux méthodes ont été appliquées et ont montré que la valeur des titres non cotés n'a pas baissé depuis leur acquisition.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie "titres d'investissement" si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Delubac & Cie a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

### **Titres d'investissement**

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance et financés par des ressources permanentes affectées. La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

Conformément au règlement n°2014-07 du CRC, les titres d'investissement sont des titres qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de transaction" ou de la catégorie "Titres de placement".

Lors de l'arrêté comptable, les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, ne font pas l'objet de dépréciation. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

### **Titres de participation et de filiales**

Sont considérés comme titres de participation et de filiales, les titres de sociétés dont une fraction du capital (10 % à 50 % pour les participations, plus de 50 % pour les filiales) est détenue de façon durable.

Ils sont comptabilisés à leur prix de revient, frais d'acquisition inclus.

### **Autres titres détenus à long terme**

Sont considérés comme des autres titres détenus à long terme, les investissements réalisés par le groupe Delubac & Cie dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion.

Ces titres sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

### **Présentation des participations et des autres titres détenus à long terme**

Les actions et autres titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise et créent un lien durable avec celle-ci sont présentés dans le poste "Participations et autres titres détenus à long terme" à l'exception de ceux détenus inscrits dans la rubrique "Parts dans les entreprises liées".

Une entité est considérée comme liée à une autre, lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale ou intégration proportionnelle dans un même ensemble consolidable.

### **Évaluation des participations et des autres titres détenus à long terme**

À la clôture de l'exercice, il est procédé à une estimation de la valeur des titres sur la base de leur valeur d'usage, déterminée selon plusieurs critères, dont la méthode des flux futurs de trésorerie, également désignée sous le terme de "Discounted Cash Flow" (DCF).

Cette méthode consiste à calculer, par actualisation, la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus d'une activité. Elle repose sur la mise en perspective de l'ensemble des hypothèses sous-jacentes à une valorisation (croissance, rentabilité, investissements) et ce, sur une longue période, les flux de trésorerie étant modélisés, puis projetés sur le long terme.

Selon cette approche, la valeur d'entreprise correspond à la somme de ses cash-flows disponibles prévisionnels, actualisés au coût moyen pondéré du capital en gagé.

Les moins-values latentes, égales à la différence entre la valeur comptable et la valeur d'entreprise ainsi obtenue, font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas comptabilisées.

### **Titres d'autocontrôle**

Au titre du règlement CRC n°2020-01, les titres d'autocontrôle sont les titres émis par l'entreprise consolidante détenus :

- soit par elle-même ;
- soit par les entreprises contrôlées.

Les titres d'autocontrôle détenus par l'entreprise consolidante elle-même sont sans impact sur le calcul des pourcentages d'intérêts dans l'entreprise consolidante et dans les autres entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. En revanche, la détention des titres de l'entreprise consolidante par une entreprise contrôlée mais non détenue à 100 % induit une participation circulaire ou réciproque (voire croisée) à l'intérieur du Groupe générant une diminution des pourcentages d'intérêts dans l'entreprise consolidante et dans les autres entreprises consolidées.

Le classement de ces titres est fonction de la destination qui leur est donnée dans les comptes individuels de l'entreprise détentrice :

- les titres d'autocontrôle classés en titres immobilisés dans les comptes individuels sont portés en diminution des capitaux propres consolidés et figurent distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés ;
- les titres d'autocontrôle qui figurent en titres de placement dans les comptes individuels sont maintenus dans ce poste dans les états financiers consolidés.

Toutefois, les titres d'autocontrôle détenus par l'entreprise consolidante elle-même ne sont classés en titres de placement que si ces titres ont été quantifiés et affectés à la régularisation du cours de bourse ou à l'attribution des salariés (avis 98-D du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité) :

- de manière explicite ;
- et dès l'origine.

Dès lors que les titres d'autocontrôle ont été imputés sur les capitaux propres consolidés, toute provision pour dépréciation de ces titres constatée dans les comptes individuels de l'entreprise détentrice de ces titres, est annulée en consolidation :

- soit par le résultat de l'exercice si elle est dotée au cours de cet exercice ;
- soit par les réserves si elle a été dotée au cours d'exercices antérieurs.

Les dividendes provenant des titres d'autocontrôle sont éliminés par virement aux réserves consolidées de l'entreprise bénéficiaire de la distribution.

Cette règle ne concerne que les dividendes provenant des titres d'autocontrôle, les titres propres détenus par l'entreprise consolidante n'ouvrant pas droit aux dividendes.

En cas de cession de titres d'autocontrôle détenus par l'entreprise consolidante elle-même ou par une entreprise contrôlée, la plus ou moins-value correspondante est également imputée sur les capitaux propres si ces titres l'avaient eux-mêmes été. Il en est de même de l'impôt correspondant à la plus-value réalisée.

Conformément au règlement n°2014-07 du CRC relatif aux fonds propres, les titres d'autocontrôle viennent en déduction des fonds propres réglementaires.

### **Revenus du portefeuille titres**

Les revenus des actions, dividendes et acomptes sur dividendes, sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement. Les revenus des obligations sont inscrits prorata temporis en résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

### **Résultats sur cessions de titres**

Les plus ou moins-values sont déterminées par rapport à la valeur brute des titres cédés, les frais de cession étant imputés sur le résultat de cession. Les éventuelles dépréciations de ces titres sont alors reprises au compte de résultat.

Les intérêts courus déjà comptabilisés à l'actif à la fin du mois M-1 sont repris. On calcule les intérêts qui vont du 1<sup>er</sup> du mois à la date de cession et on les comptabilise en produit.

### **Traitement des primes sur obligations**

La méthode comptable appliquée pour le traitement des primes sur obligations vendues avant terme est la suivante :



- Reprise de l'intégralité de la prime étalée
- Constatation de cette dernière dans le résultat de cession

#### **Traitement comptable des cryptos actifs**

La méthode comptable appliquée pour le traitement des cryptos actifs correspond à celle appliquée aux titres de placement. La méthode d'évaluation à l'inventaire est équivalente à celle des traitements des créances et dettes en devises.

#### **Traitement comptable des investissements en métaux précieux**

Les investissements réalisés en métaux précieux sous forme physique (exemple : lingot d'or) sont comptabilisés dans les « Autres actifs » dans la catégorie « Autres stocks et assimilés ». Au moment de l'inventaire, on calcule la valeur du stock avec le cours du dernier jour du mois. Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, on comptabilise une dotation aux provisions correspondant à l'écart entre la valeur d'achat et la valeur d'inventaire. Si la valeur d'inventaire est supérieure à la valeur d'achat, on ne comptabilise aucune écriture.

#### **4.11 Participations dans les entreprises mises en équivalence**

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminée d'après les règles de consolidation.

La variation des capitaux propres retraités des entreprises mises en équivalence, pouvant provenir de diverses causes (résultat, distribution de bénéfices, opérations sur le capital...), augmente ou diminue la valeur des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice précédent.

Le compte de résultat consolidé reprend sur une ligne spécifique intitulée "Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence", la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

Lorsque la quote-part de l'entreprise détentrice des titres dans les capitaux propres négatifs d'une entreprise dont les titres sont mis en équivalence vient à dépasser la valeur comptable de sa participation, celle-ci est retenue pour une valeur nulle, l'entreprise détentrice cessant de comptabiliser des quotes-parts de pertes.

Cependant, lorsque l'entreprise détentrice des titres a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions inscrite au passif du bilan consolidé. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les résultats de l'entreprise mise en équivalence.

Conformément au règlement n° 2014-07 du CRC relatif aux fonds propres, les titres mis en équivalence sont déduits des fonds propres réglementaires pour leur valeur comptable consolidée hors écarts d'acquisition déduits par ailleurs.

#### **4.12 Entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation** **Écart d'acquisition - Actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables**

##### **4.12.1 Intégration globale et intégration proportionnelle**

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte de sa prise de contrôle (exclusif ou conjoint) par le Groupe quelles que soient les modalités juridiques de l'opération.

Conformément au principe d'importance relative, une entreprise n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, ne présente pas, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux états financiers consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Lorsque cette entreprise devient significative, les valeurs d'entrée et l'écart d'acquisition sont déterminés comme si cette première consolidation était intervenue effectivement à la date de la prise de contrôle.

Le caractère significatif est déterminé par référence notamment au produit net bancaire consolidé. Toutefois, le Groupe peut être amené à consolider une entreprise nouvellement créée et sous contrôle s'il considère qu'il s'agit d'un investissement stratégique.

##### **(i) Coût d'acquisition des titres**

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur (estimation à leur valeur de négociation des liquidités, actifs ou titres émis par une entreprise comprise dans la consolidation), majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais d'émission des titres, honoraires versés aux consultants et experts externes participant à l'opération) nets de l'économie d'impôts correspondante.

Lorsque le paiement est différé ou étalé, le coût d'acquisition est actualisé si les effets de l'actualisation sont significatifs.

Si la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction est inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable. Si ces événements futurs ne se produisent pas, ou s'il est nécessaire de revoir l'estimation, le coût d'acquisition est ajusté avec les répercussions correspondantes sur l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est également corrigé lorsqu'une éventualité affectant le montant du prix d'acquisition se résout postérieurement à la date d'acquisition.

## **(ii) Identification des actifs, passifs et éléments de hors bilan**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition, sauf application de la méthode dérogatoire prévue au règlement n°2014-07 du CRC.

Lors de la première consolidation d'une entreprise, le Groupe procède, dans un délai (délai d'affectation) n'excédant pas la clôture de l'exercice suivant celui de l'exercice d'acquisition, à l'évaluation à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs acquis). Lors de la première clôture suivant l'acquisition, une évaluation provisoire est réalisée pour les éléments dont l'estimation est suffisamment fiable.

Si de nouvelles informations conduisent, avant la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation, à une nouvelle appréciation des valeurs fixées lors de l'entrée dans le bilan consolidé, celles-ci sont modifiées. Il en découle automatiquement une modification de la valeur brute et des amortissements cumulés de l'écart d'acquisition.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les éléments incorporels, tel peut être le cas notamment d'un fonds commercial représentatif des relations instituées avec la clientèle à travers par exemple le réseau de distribution, les différents services ou produits proposés.

Toutefois, un actif incorporel n'est susceptible d'être inscrit séparément au bilan consolidé que si son évaluation peut être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur des avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager ou sur sa valeur de marché s'il en existe une.

Ne sont pas considérés comme des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise :

- les écarts d'acquisition résiduels figurant au bilan consolidé de l'entreprise acquise ;
- les éléments incorporels des fonds commerciaux dès lors qu'ils ne répondent pas aux conditions définies ci-avant ;
- les Fonds pour Risques Bancaires Généraux.

## **(iii) Valeur d'entrée des actifs, passifs et éléments de hors bilan**

Le montant résultant de l'évaluation des actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables constitue leur nouvelle valeur brute, ces éléments faisant l'objet d'une évaluation individuelle. Cette nouvelle valeur brute sert de base aux calculs ultérieurs des plus ou moins-values en cas de cession, ainsi que des dotations aux amortissements et aux dépréciations qui seront enregistrés dans les résultats consolidés. Les provisions pour risques et charges enregistrées à la date de première consolidation constituent la base à partir de laquelle seront déterminées les dotations et reprises ultérieures de provisions.

Est appelé "Écart d'évaluation" la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable d'un même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

### **Méthodes d'évaluation retenues**

La détermination de la valeur d'entrée des actifs, passifs et éléments de hors bilan identifiables au bilan consolidé est fonction de l'usage prévu par le Groupe. Les éléments sont classés en deux catégories en vue de procéder à leur évaluation :

- les actifs, passifs et éléments de hors bilan non destinés à l'exploitation ;
- les actifs, passifs et éléments de hors bilan destinés à l'exploitation.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan non destinés à l'exploitation, destinés à être revendus ou transférés à la suite du rachat de l'entreprise acquise ou les éléments non nécessaires à l'exploitation, sont évalués à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation.

Les actifs, passifs et éléments de hors bilan destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité pour l'entreprise consolidante. Celle-ci correspond au prix qu'elle aurait accepté de payer par ensemble cohérent d'éléments si elle les avait acquis séparément, compte tenu de l'usage qu'elle compte en faire.

Dès lors que la réévaluation des éléments traduit une différence temporaire entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, une dette ou une créance d'impôts différés attachée à l'écart de réévaluation est enregistrée.

Les droits des minoritaires sont déterminés sur la base de l'actif net réévalué de l'entreprise acquise (méthode de la réestimation totale des actifs et des passifs).

### **Suivi ultérieur des valeurs d'entrée**

Au-delà du délai d'affectation, les plus ou moins-values, ainsi que les dotations ou reprises de provisions constatées par rapport aux valeurs attribuées lors de la première consolidation, contribuent au résultat consolidé, sans que l'écart d'acquisition en soit affecté.

Il en est de même pour les économies d'impôt réalisées au-delà du délai du fait que des actifs d'impôts différés n'avaient pas été considérés comme identifiables lors de l'opération.

Les valeurs réestimées qui se révèlent injustifiées par suite d'une erreur, et non par suite d'un changement d'estimation, lors de la première consolidation sont corrigées avec pour contrepartie une modification rétroactive de l'écart d'acquisition.

#### **(iv) Traitement comptable de l'écart d'acquisition**

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part revenant au Groupe dans l'évaluation totale des actifs et des passifs selon les modalités définies ci-avant constitue l'écart d'acquisition.

##### **Écart d'acquisition positif**

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé sous la rubrique "Écart d'acquisition" et amorti sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Des changements significatifs défavorables intervenus dans les éléments qui ont servi à déterminer le plan d'amortissement conduisent à un amortissement exceptionnel ou à la modification du plan d'amortissement. Si des changements significatifs favorables interviennent, ceux-ci conduisent à une modification du plan d'amortissement futur à l'exclusion de toute reprise d'amortissement.

Les dotations aux amortissements de l'écart d'acquisition sont présentées sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé.

En l'absence de précision du règlement CRC n°2020-01 sur les modalités de détermination de la valeur d'inventaire (valeur recouvrable) de l'écart d'acquisition et par conséquent de l'amortissement exceptionnel, le Groupe se réfère aux modalités de dépréciation préconisées par la norme IAS 36 sur les dépréciations d'actifs.

Conformément à la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, les éléments incorporels non identifiables des fonds de commerce acquis sont assimilés à des écarts d'acquisition et amortis en conséquence dans les états financiers consolidés.

Conformément au règlement n° 2017-07 du CRC relatif aux fonds propres, les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé sont portés en déduction des fonds propres réglementaires.

##### **Écart d'acquisition négatif (badwill)**

L'écart d'acquisition négatif correspond soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise.

Sauf cas exceptionnels, la constatation d'écarts d'évaluation positifs ne doit pas avoir pour conséquence de faire apparaître un écart d'acquisition négatif.

L'excédent négatif est présenté au passif du bilan dans la rubrique "Provisions". Il est rapporté au résultat consolidé sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. Les reprises de l'écart d'acquisition sont présentées au résultat consolidé sur la même ligne que les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition positifs.

#### **(v) Prise de contrôle exclusif d'une entreprise par lots**

##### **Intégration globale d'une entreprise précédemment non consolidée**

Le coût d'acquisition total des titres (acquisition initiale et acquisitions complémentaires donnant le contrôle exclusif) est déterminé conformément aux règles décrites ci-avant.

Les actifs et les passifs sont identifiés et évalués à la date de prise de contrôle, conformément aux règles décrites ci-avant.

La différence entre le coût d'acquisition total des titres et la valeur d'entrée des actifs et des passifs identifiables constitue l'écart d'acquisition.

##### **Intégration globale d'une entreprise précédemment consolidée par mise en équivalence**

Le coût d'acquisition total des titres (acquisition initiale et acquisitions complémentaires donnant le contrôle exclusif) est déterminé conformément aux règles décrites ci-avant.

Les actifs et les passifs sont identifiés et évalués, à la date de prise de contrôle, conformément aux règles décrites ci-avant. L'écart de réévaluation éventuel par rapport à la quote-part de capitaux propres antérieurement consolidée par mise en équivalence est porté directement dans les réserves consolidées.

#### **4.12.2 Mise en équivalence**

A la date de première consolidation, la mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres, la quote-part qu'ils représentent dans les capitaux propres de l'entreprise consolidée. Ces capitaux propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs identifiables selon les règles définies pour l'intégration globale. L'écart qui en résulte est un écart d'acquisition présenté selon les mêmes modalités que les écarts d'acquisition définis dans le cadre de l'intégration globale.

#### **4.13 Variations des pourcentages de participation**

##### **(i) Augmentation du pourcentage de détention d'une entreprise déjà intégrée globalement**

Les acquisitions complémentaires de titres ne remettent pas en cause les évaluations des actifs et des passifs identifiés, déterminées à la date de la prise de contrôle. L'écart dégagé est affecté en totalité en écart d'acquisition.

Si le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part qu'il représente dans les valeurs des éléments des actifs et des passifs identifiés, un écart négatif est dégagé. Le Groupe examine alors la nécessité de constituer une provision. L'écart négatif restant est imputé sur l'écart positif dégagé lors de la première consolidation par intégration globale et, s'il subsiste un solde négatif, celui-ci est présenté au passif du bilan et est rapporté au résultat consolidé sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de la dernière acquisition.

##### **(ii) Cession d'un pourcentage de détention d'une entreprise déjà intégrée globalement**

###### **Cession totale**

La sortie du périmètre de consolidation s'effectue à la date du transfert de contrôle à l'entreprise acquéreuse.

Le compte de résultat consolidé retrace les produits réalisés et les charges supportées par l'entreprise cédée jusqu'à la date de transfert du contrôle.

Le résultat de cession est constaté à la date où le Groupe a transféré le contrôle de l'entreprise précédemment contrôlée. Une moins-value est toutefois enregistrée dès qu'elle est probable.

La plus ou moins-value de cession est calculée à partir de la dernière valeur en consolidation de l'entreprise comprenant le résultat jusqu'à la date de cession, l'écart d'acquisition résiduel non amorti et, le cas échéant, l'écart de conversion inscrit dans les capitaux propres, part du Groupe.

###### **Cession partielle**

Dans le cas d'une cession partielle de titres d'une entreprise restant consolidée par intégration globale, l'ensemble des éléments concourant à la détermination de la plus ou moins-value (y compris une quote-part de l'écart d'acquisition et de l'écart de conversion) est pris en compte au prorata de la cession réalisée pour déterminer le résultat de cession.

Dans le cas d'une cession partielle d'une entreprise restant consolidée mais par mise en équivalence, la prise en compte du résultat de cession s'effectue de la même manière que celle décrite précédemment. Les actifs et les passifs cessent d'être intégrés à la date de transfert du contrôle.

Dans le cas d'une entreprise venant à être déconsolidée, la valeur comptable de la participation conservée, y compris l'écart d'acquisition résiduel à la date du transfert de contrôle, est dès lors considérée comme son coût d'entrée. La valeur comptable de la participation est égale à la quote-part de capitaux propres que les titres représentent.

##### **Augmentation du capital d'une entreprise sous contrôle exclusif**

Le cas d'une diminution du pourcentage d'intérêts consécutive à une augmentation de capital de l'entreprise sous contrôle exclusif inégalement souscrite par ses associés, dont certains ne font pas partie du Groupe, est assimilé à une cession partielle et se traduit par la constatation de la plus ou moins-value dégagée.

Le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêts consécutive à une augmentation de capital de l'entreprise sous contrôle exclusif inégalement souscrite par ses associés, dont certains ne font pas partie du Groupe, est assimilé à une acquisition partielle et se traduit par la constatation d'un écart d'acquisition.

##### **(iii) Reclassement de titres à l'intérieur du Groupe**

Si l'opération fait intervenir deux entreprises intégrées globalement, la plus ou moins-value en résultant est de caractère interne et est éliminée en totalité, avec répartition entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires de l'entreprise ayant réalisé un résultat. Les actifs sont maintenus à la valeur qu'ils avaient déjà dans les états financiers consolidés.

Le traitement des modifications de pourcentages d'intérêts liés au transfert total ou partiel des titres d'une entreprise consolidée entre deux entreprises consolidées par intégration globale mais détenues avec des taux d'intérêts différents n'affecte pas le résultat consolidé.

La variation éventuelle des intérêts minoritaires résultant du reclassement trouve sa contrepartie dans une variation des réserves consolidées sans impact sur le résultat. Ce traitement s'applique également aux reclassements d'actifs.

#### **4.14 Actifs et passifs d'impôts différés**

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont classés dans le bilan consolidé respectivement dans les rubriques d'actifs et de passifs divers.

#### **4.15 Immobilisations incorporelles et corporelles**

##### **Immobilisations incorporelles**

###### **(i) Actifs**

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

En 2024, le Groupe Delubac a comptabilisé en production immobilisée un montant de 3 529 K€. Ce montant a été déterminé en valorisant le nombre de jours des salariés nécessaires à la mise en service de ces projets immobilisés.

###### **(ii) Dépenses ultérieures**

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

###### **(iii) Amortissements et dépréciations**

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée. Les droits au bail ne donnent pas lieu à amortissement.

Les durées d'utilité estimées des logiciels sont comprises entre 1 et 10 ans. En général, ils sont amortis sur 3 ans. Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

En application du règlement délégué UE 2020/2176 du 12 novembre 2020, les immobilisations incorporelles (consistant en des actifs logiciels, prudemment évalués et dont la valeur n'est pas substantiellement affectée par la résolution, l'insolvabilité ou la liquidation de l'établissement) ne sont déductibles des fonds propres qu'à hauteur du delta entre la valeur prudentielle et la valeur nette comptable.

##### **Immobilisations corporelles**

###### **(i) Actifs**

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

###### **(ii) Dépenses ultérieures**

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

###### **(iii) Amortissements et dépréciations**

Les terrains ne donnent pas lieu à amortissement.

Dès qu'elles sont en l'état d'être utilisées selon les modalités prévues, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité, principalement suivant le mode linéaire.

Le cas échéant la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilité différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions
  - Gros œuvre 80 ans
  - Façade, étanchéité 40 ans
  - IGT 30 ans
  - Agencements 5 à 10 ans
- Installations techniques 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels 5 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Mobilier de bureau 10 ans

Le site de repli informatique du Cheylard est amorti sur une durée de 60 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs font l'objet d'une revue annuelle. Dans le cas où il convient de modifier ces données, le plan d'amortissement est modifié de manière prospective.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées.

Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

#### **4.16 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et dettes à terme ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts à la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **4.17 Provisions**

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle s'éteindra par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Le montant estimé de la sortie de ressources est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Dans les comptes du groupe Delubac & Cie, les provisions sont constituées au titre de litiges et de risques divers.

#### **4.18 Avantages du personnel**

##### **Régimes à cotisations définies**

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

##### **Régimes à prestations définies**

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ volontaire, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'âge de départ est calculé en fonction de l'année de naissance du salarié et du nombre de trimestres restant à acquérir compte tenu d'un âge moyen de début d'activité de vingt ans.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui modifient le montant des engagements.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés (Cf. Note 19 sur les "Provisions") sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels.

Pour l'évaluation du passif au titre des prestations définies, une fraction des écarts actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges si ces écarts cumulés non comptabilisés à la fin de la période précédente excèdent la plus grande des deux valeurs ci-dessous :

- 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture (avant déduction éventuelle des actifs du régime),
- et 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

La fraction des écarts actuariels à comptabiliser est l'excédent, déterminé selon le paragraphe ci-dessus, divisé par la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ce régime.

La charge de l'exercice est comptabilisée en "Charges de personnel" pour le coût des services rendus et le coût de l'actualisation du passif.

#### **Médailles du travail**

La convention collective applicable ne prévoit aucune gratification concernant les médailles du travail et aucun usage n'a été créé par le Groupe en la matière. Dès lors, il n'est pas constitué de provision à ce titre.

#### **Prime d'ancienneté**

La Banque Delubac & Cie verse une prime d'ancienneté à ses salariés qui sont présents au sein de l'établissement depuis 20 ans.

Cette prime versée une seule fois, correspond au montant du salaire de base mensuel avec un plancher de 2 000 € et un plafond de 4 000 €. Cette prime est comptabilisée dans les comptes consolidés.

Au 31/12/2024, le montant de l'engagement social est de 64 K€ avec un taux de charge social de 60 % (non comptabilisé en hors bilan dans les comptes sociaux de la Banque Delubac).

#### **4.19 Fonds de garantie mutuelle**

Ce fonds fonctionne entre les clients bénéficiant d'un concours bancaire de la Banque Delubac & Cie et qui ont contribué à l'alimenter. La Banque Delubac & Cie est propriétaire du fonds dont elle assure la gestion et se reconnaît débitrice entre les co-garants d'un capital d'égale montant diminué des sommes qui auraient servi à couvrir les pertes. Sont considérées comme pertes, les créances échues non encaissées augmentées des intérêts et indemnités de retard, des frais de recouvrement et de poursuite.

La somme à revenir à chaque co-garant est arrêtée à la fin de l'année civile au cours de laquelle le concours bancaire qui lui a été consenti a pris fin et qu'il a rempli tous les engagements pris à ce titre.

Au 31 décembre 2018, le fonds de garantie mutuelle a été soldé en totalité.

#### **4.20 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)**

##### **Définition des FRBG**

Aux termes de l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, "Pour les établissements assujettis autres que ceux soumis aux normes IFRS, les fonds pour risques bancaires généraux sont les montants que les dirigeants responsables au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier décident d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires."

En pratique, les FRBG couvrent notamment les éléments suivants :

- risque général de crédit ;
- risques opérationnels ;
- risque épargne logement.

##### **Traitement comptable des FRBG**

Les FRBG sont dotés et repris par le compte de résultat. Les dotations et les reprises sont inscrites sur une ligne spécifique du résultat et ne concourent pas à la formation du "produit net bancaire".

Les risques couverts par les FRBG ne sont pas identifiés. Si tel était le cas, ces risques devraient faire l'objet de provisions inscrites au passif du bilan avant les capitaux propres.

En application des principes généraux, les FRBG n'étant pas rattachables à des risques identifiés, les dotations sont considérées sur le plan fiscal comme des charges non déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Dans les états financiers consolidés, les FRBG sont présentés avant les intérêts minoritaires et le sous-total "Capitaux propres - Part du Groupe (hors FRBG)".

#### **4.21 Intérêts minoritaires**

Les intérêts minoritaires figurent au bilan consolidé sur une ligne spécifique. Ils comprennent notamment :

- leur quote-part dans l'actif net et le résultat net consolidés des entreprises intégrées globalement ;
- leur quote-part dans les écarts de réévaluation sur les actifs et passifs identifiés à la date d'entrée des entreprises intégrées globalement dans le périmètre de consolidation.

Le résultat enregistre leur quote-part dans le résultat net consolidé sur une ligne spécifique du compte de résultat avant le résultat net consolidé revenant au Groupe.

Les intérêts minoritaires débiteurs sont attribués à la part du Groupe, sauf si les actionnaires minoritaires ont l'engagement et la capacité à couvrir leur quote-part de pertes.

Il est calculé des intérêts minoritaires dans les réserves et résultats consolidés des sociétés pour lesquelles la Banque Delubac ne détient pas 100% du capital, c'est-à-dire la société Compagnie Foncière du Confluent et la société DeluPay. Les intérêts des minoritaires de DeluPay sont pris en charge par la Banque Delubac car il s'agit de personnes physiques.

#### **4.22 Produits et charges d'intérêts**

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

#### **4.23 Produits et charges de commissions**

Le Groupe enregistre en résultat les produits et les charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage ou les pénalités sur incidents de paiements, sont intégralement enregistrées en résultat dans la rubrique "Produits de commissions" quand la prestation est réalisée.

Conformément au règlement n°2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 03 décembre 2009, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours sont étalés sur la durée de vie effective du crédit.

Le groupe Delubac & Cie a choisi d'appliquer la méthode alternative consistant à procéder à l'étalement de manière linéaire.

#### **4.24 Frais de personnel**

Les frais de personnel comprennent l'ensemble des dépenses liées au personnel intégrant notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice. Ces charges sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat "Charges générales d'exploitation".

#### **4.25 Coût du risque**

Le contenu de la rubrique "Coût du risque" comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations, relatives aux opérations avec la clientèle.

Ce poste enregistre également les dotations nettes de reprises des provisions pour risques et charges, dans le cadre de litiges commerciaux.

#### **4.26 Impôts sur les bénéfices**

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.



L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- la comptabilisation initiale des écarts d'acquisition et de leurs amortissements ultérieurs ;
- la comptabilisation des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels généralement non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise ;
- la comptabilisation initiale d'achats d'actifs, amortissables au plan fiscal sur un montant inférieur à leur coût, et dont la valeur fiscale lors de leur sortie ne tiendra pas compte de ce différentiel d'amortissement, bien que ces achats soient une source de différences temporaires ;
- les impôts non récupérables portant sur des distributions d'entreprises consolidées non décidées ou non probables.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont déterminés sur une base non actualisée. Ces actifs et passifs sont compensés si les entités appartiennent au même groupe fiscal et si elles disposent d'un droit exécutoire à les compenser. Tous les passifs d'impôts différés doivent être pris en compte sauf exceptions mentionnées ci-avant.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporaires déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où leur récupération est probable :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs : dans cette situation, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ; il est possible dans ce cas de tenir compte d'options fiscales destinées à allonger le délai séparant la date à laquelle un actif d'impôt devient récupérable de celle à laquelle il se prescrit ;
- ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Il est présumé qu'un tel bénéfice n'existera pas lorsque l'entreprise a supporté des pertes récentes au cours des deux derniers exercices sauf à apporter des preuves contraires convaincantes, par exemple si ces pertes résultent de circonstances exceptionnelles qui ne devraient pas se renouveler dans un avenir prévisible ou si des bénéfices exceptionnels sont attendus. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte.

Un rapprochement de la charge d'impôts théorique avec la charge d'impôts consolidée est présenté à la Note 35.

#### **Intégration fiscale**

Un groupe d'intégration fiscale est constitué depuis 2012 avec la Société et certaines de ses filiales :

- Compagnie Foncière du Confluent ;
- Delubac Asset Management ;
- Astorg Immobilier ;
- Haussmann Recouvrement ;
- DeluPay (depuis le 01/01/2024).

#### **4.27 Résultat net consolidé par part sociale**

Le résultat de base par part sociale est calculé en divisant le résultat net consolidé de l'exercice par le nombre moyen pondéré de parts sociales ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par part sociale, le résultat net consolidé et le nombre moyen pondéré de parts sociales en circulation sont ajustés des effets de toutes les parts sociales ordinaires potentielles dilutives. Les parts sociales ordinaires sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en parts sociales ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par part sociale. Le calcul des parts sociales dilutives est réalisé selon la méthode du "rachat d'actions".

#### **4.28 Entreprises liées**

Conformément au règlement CRC n°2020-01, les informations suivantes relatives aux transactions avec les entreprises liées non consolidées par intégration globale sont mentionnées en annexe aux états financiers consolidés :

- nature des relations,
- éléments d'information nécessaires à la compréhension du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

**II INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES****Note 5 Informations sectorielles**

Le principe général retenu par le Groupe est d'allouer aux créances et dépôts sur les clientèles des différents métiers une rémunération à un taux de placement sans risque (pour les PGE la rémunération est basée sur seulement 10 % du montant).

Le taux sur les ressources a été fixé à 1,25% le 01/11/2022, 2% le 01/02/2023, 2,50% le 01/04/2023, 2,25% le 01/09/2024, 2% le 01/11/2024 et enfin 1,50% le 01/12/2024.

Le taux sur les emplois a été fixé à 3% le 01/11/2022, 4% le 01/02/2023, 4,50% le 01/04/2023, 4,25% le 01/09/2024, et enfin 4% le 01/11/2024.

La rubrique "Autres" enregistre le PNB des autres activités, les éliminations des opérations intra-groupe, l'élimination de la marge d'intermédiation, l'ensemble des charges de la Gérance et l'ensemble des charges des fonctions supports non affectées.

Exercice 2023	Produit net bancaire	Résultat d'exploitation	Opérations clientèle (actif) (1)	Opérations clientèle (passif) (1)
Judiciaire	22 917	14 355	35 140	-233 868
Gestion d'épargne	-24	-1 569	55 281	-27 590
Administrateurs de Biens	11 062	9 128	17 619	-490 487
"In bonis"	23 176	14 529	73 963	-338 278
Affaires	977	75	-	-2 718
Correspondent Banking	1 470	670	-	-33 145
Gestion de portefeuille	921	-3 900	-	-
Immobilier	3 961	1 804	-	-
Recouvrement	403	-187	-	-
Autres	1 065	-47 940	51 435	1 518
<b>Total</b>	<b>65 928</b>	<b>-13 035</b>	<b>233 438</b>	<b>-1 124 568</b>

Exercice 2024	Produit net bancaire	Résultat d'exploitation	Opérations clientèle (actif) (1)	Opérations clientèle (passif) (1)
Judiciaire	25 810	18 984	23 821	-297 601
Gestion d'épargne	-242	-1 452	46 277	-26 303
Administrateurs de Biens	12 785	10 217	17 007	-574 854
"In bonis"	31 590	21 139	63 703	-364 471
Affaires	547	-29	-	-9 697
Correspondent Banking	2 689	1 912	-	-30 221
Gestion de portefeuille	739	-3 753	-	-
Immobilier	3 292	1 499	-	-
Recouvrement	280	-255	-	-
Autres	8 394	-48 857	47 170	20 571
<b>Total</b>	<b>85 884</b>	<b>-595</b>	<b>197 978</b>	<b>-1 323 718</b>

(1) Les opérations avec la clientèle (actif et passif) présentées par rubrique (sauf la rubrique « Autres ») représentent les encours moyens du mois de décembre enregistrés sur les périodes présentées. Le montant Total correspond au montant comptabilisé dans les comptes consolidés.

**Note 6 Effectifs**

Seules la Banque Delubac & Cie, Delubac Asset Management, Haussmann Recouvrement et DeluPay emploient du personnel salarié. Les tableaux ci-dessous résument les effectifs "Equivalent temps plein" du groupe Banque Delubac & Cie :

<i>Type de Contrats</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Le Cheylard	90,9	87,6
Paris	238,3	175,3
Lyon	12,5	11,2
Toulouse	7,4	5,7
Valence	4,7	4,0
Nice	4,0	5,6
Marseille	5,2	4,6
Lille	6,0	5,3
Nantes	4,6	4,8
Strasbourg	5,7	6,2
Rouen	4,8	5,0
Bordeaux	5,2	3,9
La Réunion	5,1	6,1
Montpellier	4,2	4,2
Clermond-Ferrand	0,2	-
Rennes	1,1	1,5
<b><i>Contrats à durée indéterminée</i></b>	<b>399,7</b>	<b>331,2</b>
Le Cheylard	6,1	5,6
Paris	32,8	30,2
Valence	0,7	1,7
Lille	0,3	0,7
Toulouse	1,3	1,0
Strasbourg	0,7	1,0
Marseille	2,8	0,7
Lyon	0,3	-
La Réunion	0,2	-
Nice	1,0	1,0
Nantes	0,7	1,0
<b><i>Contrats à durée déterminée</i></b>	<b>47,0</b>	<b>42,8</b>
<b><i>Intérimaires en surcroît d'activité</i></b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>447,7</b>	<b>376,2</b>

<b>Statuts</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Le Cheylard	28,9	28,4
Paris	214,8	148,7
Lyon	7,6	6,9
Toulouse	5,7	3,7
Valence	2,0	1,8
Nice	2,0	3,6
Marseille	3,9	2,8
Lille	4,0	3,7
Nantes	2,6	3,2
Strasbourg	3,0	3,2
Rouen	2,0	2,0
Bordeaux	3,3	2,2
La Réunion	3,4	4,4
Clermont-Ferrand	0,2	-
Montpellier	3,0	2,2
Rennes	1,1	1,0
<b>Cadres</b>	<b>287,3</b>	<b>217,8</b>
Le Cheylard	68,1	64,9
Paris	56,3	56,7
Lyon	5,3	4,3
Toulouse	3,0	3,0
Nice	3,0	3,0
Strasbourg	3,3	4,0
Rouen	2,8	3,0
Nantes	2,7	2,6
Lille	2,3	2,3
Bordeaux	1,9	1,7
Valence	3,4	4,0
Marseille	4,1	2,5
Rennes	-	0,5
La Réunion	1,9	1,7
Montpellier	1,2	2,0
<b>Techniciens des métiers de la banque et Non Cadre</b>	<b>159,2</b>	<b>156,2</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>447,7</b>	<b>376,2</b>

**Note 7 Rémunération des dirigeants****7.1 Gérants Associés commandités**

Conformément à l'article 17 des statuts de la Banque Delubac & Cie, la rémunération des Gérants Associés commandités résulte de l'addition des rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire d'une part, et de leur qualité d'Associé commandité

d'autre part. Les gérants statutaires de la Société sont également Gérant de la filiale Compagnie Foncière du Confluent et perçoivent une rémunération prévue à l'article 19 des statuts de cette société.

Sur les exercices 2024 et 2023, les rémunérations versées ont été les suivantes (000 euros) :

Gérants Associés commandités	Fonction	Rémunérations 2024	Rémunérations 2023
Serge Bialkiewicz	Associé Premier Gérant	217	217
Jean-Michel Samuel	Associé Gérant	183	183
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé Gérant	252	252
Elodie Trevillot	Associé Gérante	78	-
Cheylaroise de Participation (1)	Associée Gérante	138	138
Caisse de Compensation Locative	Associée Gérante	52	52
Rémunérations au titre de leur mandat de Gérant		920	842
Serge Bialkiewicz	Associé commandité	348	348
Jean-Michel Samuel	Associé commandité	333	329
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé commandité	240	240
Caisse de Compensation Locative	Associée commanditée	53	53
Société Privée de Participations Patrimoniales	Associée commanditée	53	53
Union Familiale Bialkiewicz	Associé commanditée	-	-
Madeleine Teillot Samuel	Associée commanditée	69	65
Jennifer Docquet	Associée commanditée	69	65
Rémunérations au titre de leur qualité d'Associé(e) commandité (e)		1 165	1 153
Rémunérations des Gérants Associé(e)s commandité(e)s		2 085	1 995

(1) Associée Gérante de la Compagnie Foncière du Confluent.

Conformément aux dispositions statutaires, la Banque Delubac & Cie et la Compagnie Foncière du Confluent prennent en charge les cotisations sociales attachées à ces rémunérations.

En 2024 et 2023, aucune autre rémunération n'a été versée aux Associés Gérants commandités sous forme de jetons de présence ou de paiement en instruments de capitaux propres.

7.2 Membres du Conseil de surveillance

La rémunération des membres du Conseil de surveillance est fixée chaque année dans le cadre d'une délibération de l'Assemblée générale ordinaire. Sur chacun des exercices 2024 et 2023, les rémunérations versées ont été les suivantes :

Membres du Conseil de surveillance	Rémunération globale en 2024
Jetons de présence	140
Rémunérations des membres du Conseil de surveillance	140
Membres du Conseil de surveillance	Rémunération globale en 2023
Jetons de présence	50
Rémunérations des membres du Conseil de surveillance	50

**III NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE****Note 8 Opérations interbancaires et assimilées (actif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Caisse, Banques Centrales	459 607	316 657
Comptes ordinaires / Établissements de crédit	31 874	23 690
Comptes de prêts / Établissements de crédit	-6	-
Créances rattachées	491	396
<b>Opérations interbancaires et assimilées (actif)</b>	<b>491 966</b>	<b>340 743</b>

**Note 9 Opérations avec la clientèle (actif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Opérations d'escompte et assimilées	849	2 497
Loi Dailly	15 380	20 353
<b>Créances commerciales</b>	<b>16 229</b>	<b>22 850</b>
<b>Créances prises en affacturage</b>	<b>18 550</b>	<b>26 068</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>32 585</b>	<b>27 402</b>
Différés de remboursement liés à l'usage de cartes de crédit	173	151
Crédits de trésorerie	32 284	29 920
Crédits d'équipement	2 284	2 525
Crédits à l'habitat	54 805	62 832
Prêts Garanties par l'Etat (PGE)	15 183	27 599
Autres crédits	33 656	41 117
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>138 386</b>	<b>164 144</b>
<b>Dépréciations créances douteuses</b>	<b>-7 773)</b>	<b>-7 025</b>
<b>Opérations avec la clientèle (actif)</b>	<b>197 978</b>	<b>233 439</b>

	31-12-2024	31-12-2023
Créances commerciales (1)	8 268	4 779
Comptes ordinaires débiteurs (1)	14 601	8 272
Autres concours à la clientèle (1)	356	270
<b>Créances douteuses</b>	<b>23 226</b>	<b>13 321</b>
<b>Taux de dépréciations des créances douteuses</b>	<b>33,47 %</b>	<b>52,73 %</b>

	31-12-2024	31-12-2023
Montants à l'ouverture de l'exercice	-7 025	-6 607
Dotations par le compte de résultat	-1 246	-1625
Dotations par le Fonds de garantie mutuelle	-	-158
Utilisations des dépréciations	345	656
Reprises par le compte de résultat	141	544
Reprises par le Fonds de garantie mutuelle	-	158
Dotations imputées sur le produit net bancaire (1)	12	7
<b>Dépréciations des créances douteuses</b>	<b>-7 773</b>	<b>-7 025</b>

- (1) Conformément aux recommandations des autorités, les produits d'intérêts dus par la clientèle sur les créances douteuses sont neutralisés par la dotation d'une provision sur un compte de produit net bancaire afin d'éviter de comptabiliser un produit incertain. Lors du recouvrement effectif de la créance, cette provision est donc également reprise dans le produit net bancaire.

#### Note 10 Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable

Conformément au règlement n° 2014-07 du CRC relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, la rubrique "Obligations et autres titres à revenu fixe" comprend également les titres à taux d'intérêt variable lorsque la variation stipulée lors de l'émission dépend d'un paramètre déterminé par référence aux taux pratiqués, à certaines dates ou durant certaines périodes, sur un marché tel que le marché interbancaire, le marché obligataire ou l'Euro marché.

	31-12-2024	31-12-2023
Obligations	552 736	469 537
Primes et décotes sur obligations	164	-2 053
Dépréciations des obligations titres d'investissement	-	-429
<b>Titres d'investissement</b>	<b>552 900</b>	<b>467 055</b>
Obligations	61 684	61 772
Primes et décotes sur obligations	-762	-500
Dépréciations des obligations titres placements	-60	-
BMTN	-	-
NEUCP	10 029	10 040
<b>Titres de placements</b>	<b>70 891</b>	<b>71 312</b>
<b>TOTAL des obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>623 791</b>	<b>538 367</b>

	31-12-2024	31-12-2023
OPC (1)	3 526	4 857
Provision sur OPCVM	-24	-22
Actions et autres titres à revenu variable	115	4
<b>Total titres de placement</b>	<b>3 615</b>	<b>4 839</b>
<b>TOTAL des actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>3 615</b>	<b>4 839</b>

- (1) À la clôture des exercices 2024 et 2023, le groupe Delubac & Cie n'exerçait aucun contrôle sur des OPC présentant des actifs nets significatifs.

**Note 11 Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**

	31-12-2024	31-12-2023
FST SAS	799	799
Mars Occidentale (1)	229	229
Certificat Association FGDR Espèces	1 123	844
FST Holding	190	190
GIE UGP	96	96
Swift	233	-
Delubac Schor Bialkiewicz	17	17
GIE Actions	16	16
SEFI	3	3
MANCO.PARIS (3)	570	570
<b>Participations et autres titres détenus à long terme (valeur brute)</b>	<b>3 276</b>	<b>2 764</b>
Dépréciation de la participation FST SAS (2)	-140	-140
Dépréciation de la participation Mars Occidentale (1)	-229	-229
Dépréciation de la participation GIE UGP	-96	-96
<b>Dépréciation des participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>-465</b>	<b>-465</b>
<b>Participations et autres titres détenus à long terme (valeur nette)</b>	<b>2 811</b>	<b>2 299</b>
Parts dans les entreprises liées (4)	-	-
<b>Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme</b>	<b>2 811</b>	<b>2 299</b>

(1) Participation minoritaire dans cette société anonyme dont les titres sont dépréciés en totalité.

(2) Notre approche de la valorisation des titres sur la base des dernières transactions connues et en tenant compte d'une décote des minoritaires de 40 %, fait ressortir une moins-value latente de 140 K€.

(3) Participation minoritaire dans cette société (à hauteur de 10 %).

(4) L'ensemble des entreprises liées est compris dans le périmètre de consolidation. De ce fait, leurs titres sont éliminés dans les états financiers consolidés. Il reste toutefois les titres de DeluPay INC ( filiale sans activité en 2024) que détient DeluPay SAS qui ne sont pas éliminés.

**Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles**

Immobilisations incorporelles	31-12-2024	31-12-2023
Droit au bail, fonds commercial	83	83
Brevets, licences, logiciels et autres immobilisations incorporelles	42 611	32 459
Immobilisations incorporelles en cours	744	3 824
Amortissements fonds commercial	-69	-69
Amortissements brevets, licences, logiciels et autres immobilisations incorporelles	-22 893	-13 845
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>43 438</b>	<b>36 366</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-22 961</b>	<b>-13 914</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>20 477</b>	<b>22 452</b>



<b>Variation des immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	36 366	24 410
Acquisitions (1)	7 653	12 007
Virement de compte à compte	-	-
Cessions/ Mises au rebut	-668	-51
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>43 438</b>	<b>36 366</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-13 914	-9 857
Dotations nettes de reprises de l'exercice	-9 047	-4 057
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-22 961</b>	<b>-13 914</b>
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	22 452	14 553
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>20 477</b>	<b>22 452</b>

Le montant des acquisitions en 2024 est de 7 653 K€ versus 12 007 K€ en 2023.

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Terrains	12 624	12 624
Constructions	21 973	21 944
Agencements	7 548	6 802
Autres immobilisations corporelles	11 589	12 755
Immobilisations corporelles en cours	1 774	1 332
Amortissements constructions	-6 083	-5 544
Amortissements agencements	-3 603	-3 096
Amortissements autres immobilisations corporelles	-7 522	-9 395
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>55 509</b>	<b>55 457</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-17 209</b>	<b>-18 035</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>38 300</b>	<b>37 422</b>

<b>Variations des immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice (1)	55 457	52 889
Acquisitions (2)	3 280	3 659
Virement de compte à compte	-	-
Cessions/ Mises au rebut	-3 228	-1 091
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>55 509</b>	<b>55 457</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-18 035	-16 947
Dotations nettes de reprises de l'exercice	-826	-1 088
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-17 209</b>	<b>-18 035</b>
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	37 422	35 942
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>38 300</b>	<b>37 422</b>

- (1) Les intérêts du prêt et la commission d'engagement, relatifs au financement des investissements immobiliers de la Compagnie Financière du Confluent, ont été inscrits dans le coût de revient des immobilisations. Conformément

aux principes généraux de consolidation énoncés à la Note 4.7, les marges internes sur les produits réalisés par la Banque Delubac & Cie ont été éliminées en contrepartie des immobilisations corporelles :

	2024	2023
-Intérêts / Crédit	65	65
-Commissions / Engagement de financement	28	28

*Une partie des investissements immobiliers de la Compagnie Foncière du Confluent a été cédée en avril 2023. La marge interne à retraiter a donc diminué.*

(2) Le montant des acquisitions corporelles en 2024 est de 3 280 K€ versus 3 659 K€ en 2023.

#### Note 13 Écarts d'acquisition

	31-12-2024	31-12-2023
Fonds commercial Fidges (1)	69	69
Fonds commercial Résalliance (1)	200	200
<b>Valeurs brutes des écarts d'acquisition</b>	<b>269</b>	<b>269</b>
Fonds commercial Fidges	-69	-69
Fonds commercial Résalliance	-200	-200
<b>Amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>-269</b>	<b>-269</b>
<b>Valeurs nettes des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Conformément à la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, ces éléments sont assimilés à des écarts d'acquisition et amortis en conséquence dans les états financiers consolidés.

#### Note 14 Capital souscrit non versé

Il n'y a pas de capital souscrit non versé au 31/12/2024.

#### Note 15 Comptes de régularisation et actifs divers

	31-12-2024	31-12-2023
Dépôts et cautionnements constitués	1 431	1 303
Taxe sur la valeur ajoutée	324	299
Créance d'impôt sur les sociétés	549	12
Actifs d'impôts différés (1)	-	-
Locataire – Location simple	556	1 237
Fonds en cours de constitution	-	147
Dépôts de garantie / Contrats à terme	-	-
Opérations de crédit-bail immobilier (2)	-	46
Dépôts de garantie / Cotisations FGD	729	637
Comptes-courants filiales	5 279	4 118
Débiteurs divers	1 581	1 309
Autres stocks et assimilés	81	94
<b>Actifs divers</b>	<b>10 530</b>	<b>9 202</b>

Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	2 445	2 175
Comptes de régularisation	2 361	3 115
Charges payées ou comptabilisées d'avance	3 434	4 671
Produits à recevoir	474	1 505
Valeurs à rejeter - Effets et chèques	448	356
Produits à recevoir / Apporteurs douteux	547	467
Provisions / Produits à recevoir / Apporteurs douteux	-181	-181
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>9 529</b>	<b>12 108</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>20 059</b>	<b>21 310</b>

Point (1) : La Banque Delubac comptabilise uniquement le solde entre Impôts Différés Actifs et Impôts Différés Passifs.

Pour information, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent comme suit :

(1)	31-12-2024	31-12-2023
Retraitements des avantages du personnel	488	480
Décalages temporaires	63	176
Activations des déficits fiscaux	3 553	3 441
Impôt/Plus-value d'apport	-	-
Amortissement des biens pris en crédit-bail	1 472	1 349
Retraitements marges internes / Immobilisations	24	23
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>5 600</b>	<b>5 469</b>

	31-12-2024	31-12-2023
Retraitements des amortissements dérogatoires	91	89
Retraitement des amortissements sociaux	4	4
Immeubles	6 191	6 186
<b>Passifs d'impôts différés (Cf. Note 18)</b>	<b>6 286</b>	<b>6 279</b>

Point (2) : Détail des opérations de crédit-bail immobilier

(2)	31-12-2024	31-12-2023
Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-	679
Amortissements / Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-	-679
Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	46
Provisions / Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
<b>Opérations de crédit-bail immobilier</b>	<b>-</b>	<b>46</b>

	31-12-2024	31-12-2023
Provisions à l'ouverture de l'exercice	-	-
Dotations par le compte de résultat	-	-
Reprises par le compte de résultat	-	-
<b>Provisions / Créances douteuses de crédit-bail</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 16 Opérations interbancaires et assimilées (passif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Banques centrales	-	-
Comptes à vue	1 180	85
Comptes à terme	-	-
Dettes rattachées	-	-15
<b>Opérations interbancaires et assimilées (passif)</b>	<b>1 180</b>	<b>70</b>

**Note 17 Opérations avec la clientèle (passif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes à vue	42 248	32 437
Comptes à terme	2 526	2 146
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>44 774</b>	<b>34 583</b>
Comptes à vue	1 242 106	1 018 356
Comptes à terme	4 822	31 312
Comptes d'affacturage	32 015	40 317
<b>Autres dettes</b>	<b>1 278 944</b>	<b>1 089 985</b>
<b>Opérations avec la clientèle (passif)</b>	<b>1 323 718</b>	<b>1 124 568</b>

**Note 18 Comptes de régularisation et passifs divers**

	31-12-2024	31-12-2023
Dettes fiscales et sociales	10 380	9 826
Passifs d'impôts différés (Cf. Note 15)	686	810
Fournisseurs et comptes rattachés	2 041	4 396
Autres dettes	425	627
Dépôt de garantie / Crédit-bail immobilier	427	411
Saisies attribution / Oppositions / ATD	5 284	4 880
<b>Passifs divers</b>	<b>19 242</b>	<b>20 950</b>

Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	1 175	665
Comptes de régularisation	3 956	2 433
Charges à payer	2 519	3 811
Produits constatés d'avance	942	1 082
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>8 593</b>	<b>7 991</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>27 835</b>	<b>28 941</b>

**Note 19 Provisions**

	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Provisions à l'ouverture de l'exercice	4 780	4 857
Dotations de l'exercice	449	556
Reprises de l'exercice	-1 580	-633
<b>Provisions à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 649</b>	<b>4 780</b>

	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Badwill / FFLE	-	424
Reprise badwill FFLE	-	-424
Avantages du personnel (1)	1 953	1 920
Autres risques et charges (2)	1 696	2 860
<b>Provisions</b>	<b>3 649</b>	<b>4 780</b>

Point (1) : Avantage du personnel ci-dessous :

(1) Avantages du personnel	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Taux d'actualisation	3,37 %	2,51 %
Modalités de départ (Cf. ci-dessous)	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Taux de progression des salaires	De 1 à 3 %	De 1 à 3 %
Taux de charges sociales	60 %	60 %
Taux de rotation du personnel	De 0,5 à 2%	De 0,5 à 2%
Charge de l'exercice IDR ou Produit	-73	2
<b>Provisions / Indemnité Départ Retraite (IDR)</b>	<b>1 889</b>	<b>1 816</b>
Charge exercice Prime ancienneté ou Produit	40	-1
<b>Provisions / Prime ancienneté</b>	<b>64</b>	<b>104</b>
<b>Provisions / Avantages du personnel à la clôture</b>	<b>1 953</b>	<b>1 920</b>

Les variations d'un exercice à l'autre sont enregistrées dans la rubrique "Personnel / Charges générales d'exploitation" (Cf. Note 30).

A compter de 2015, les modalités de départ volontaire ont été déterminées en fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis. Elles étaient auparavant déterminées en fonction d'une mise à la retraite à 65 ans. La table de survie de l'INSEE (TD-TV 18-20) a été utilisée pour effectuer l'évaluation des engagements des exercices 2023 et 2024.

Le Groupe ne dispose d'aucun actif de couverture de ses engagements envers le personnel au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

A la clôture des exercices 2024 et 2023, l'engagement total du Groupe au titre des avantages du personnel en IDR se décompose comme suit :

	31-12-2024	31-12-2023
Banque Delubac&Cie (IDR)	718	755
Delubac Asset Management (IDR)	9	37
Hausmann Recouvrement (IDR)	1	2
DeluPay (IDR)	-	-

Les écarts actuariels correspondent aux ajustements de la provision pour indemnités de départ en retraite induit par les modifications d'hypothèses actuarielles retenues d'un exercice sur l'autre :

- hypothèses endogènes (profil de carrière du personnel, turnover, âge de départ en retraite) ;
- hypothèses exogènes (mise à jour de la table de survie, évolution du taux d'actualisation).

Fin 2024, les écarts actuariels non comptabilisés se présentent comme suit :

	Banque Delubac	Delubac Asset Management	Hausmann Recouvrement
Montant total de l'engagement	718	9	1
Provisions comptabilisées	-1 786	-97	-4
Ecart actuariels non comptabilisés	-1 068	-88	-3

Point (2) : Détail des provisions / Autres risques et charges ci-dessous :

(2) Provisions / Autres risques et charges	31-12-2024	31-12-2023
Litiges prud'homaux	28	28
Litige social autres	181	46
Autres litiges commerciaux + divers	267	472
Provision exceptionnelle (1)	1 210	1 805
Provision sur contrôle fiscal	-	341
Provision sur dossier Féria	-	-
Provision en cout du risque	-	146
Provision sociale Delubac AM	10	22
<b>Provisions / Autres risques et charges</b>	<b>1 696</b>	<b>2 860</b>

- (1) La provision exceptionnelle ci-dessus correspond à une provision de 1 210 K€ qui correspond à notre estimation de la part non récupérable d'opérations rejetées hors délai par la Banque Delubac & Cie pour un montant total de 2 651 K€ suite à une erreur de paramétrage entre 2018 et 2022.

#### Litiges et actions en justice

Les décisions de provisionnement des litiges sont prises collégalement et après complète analyse dans le cadre d'un comité trimestriel comprenant la Gérance, le Directeur juridique, le Directeur des risques et des contrôles, et le Directeur administratif et financier.

Le Groupe est engagé dans certaines actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. La Banque Delubac & Cie estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur ses comptes annuels ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

#### Note 19' Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Conformément à l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, (Cf. Note 4.20), la banque a la possibilité de comptabiliser une dotation aux Fonds pour Risques Bancaires et Généraux (FRBG).

Au 31/12/2023, la banque avait un Fonds pour Risques Bancaires et Généraux de 0 K€.

En 2024, la banque a comptabilisé une dotation au titre du FRBG pour 4 000 K€ pour tenir compte des incertitudes liées aux tensions géo-politiques.

Au 31/12/2024, le montant des Fonds pour Risques Bancaires Généraux est donc de 4 000 K€.

#### Note 20 Intérêts minoritaires

	31-12-2024	31-12-2023
Compagnie Foncière du Confluent	1 907	1 881
DeluPay	100	100
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>2 007</b>	<b>1 981</b>

#### Note 21 Tableau de variation des capitaux propres consolidés - Part du Groupe

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau	Résultat	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2022</b>	<b>11 696</b>	<b>35 738</b>	<b>346</b>	<b>47 780</b>
Résultat consolidé de l'exercice 2023			-7 252	-7 252
Dotation au Fonds de garantie mutuelle				-
Affectation du résultat consolidé de l'exercice 2022		346	-346	-
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2023</b>	<b>11 696</b>	<b>36 084</b>	<b>-7 252</b>	<b>40 528</b>
Résultat consolidé de l'exercice 2024			-4 001	-4 001
Dotation au Fonds de garantie mutuelle				-
Affectation du résultat consolidé de l'exercice 2023		-7 252	7 252	-
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2024</b>	<b>11 696</b>	<b>28 832</b>	<b>-4 001</b>	<b>36 527</b>

#### Note 22 Capital souscrit et primes d'émission

	Nombre	Valeur unitaire (euros)	Montant (000 euros)
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2022</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2023	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2023</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2024	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2024</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>

N.B. : Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010. La libération du capital est intervenue le 24 décembre 2019.

*Répartition du capital social modifié par rapport au 31 décembre 2023*

Cette modification correspond à la réalisation des événements suivants :

- Attribution, à l'issue du règlement de la succession de M. Jean SAMUEL, des 2.844 parts sociales d'associé commanditaire détenues par ce dernier à M. Jean-Michel SAMUEL, en qualité d'associé commandité.
- Nomination, en qualité d'associé commandité, de Mme Elodie TREVILLOT et cession corrélative à cette dernière par la CAISSE DE COMPENSATION LOCATIVE d'une part sociale.
- Nomination, en qualité d'associé commandité, de la société UNION FAMILIALE BIALKIEWICZ et cession corrélative à cette dernière par la CAISSE DE COMPENSATION LOCATIVE d'une part sociale.
- Fin du mandat de M. Bruno Moschetto en qualité de membre du Conseil de Surveillance, ayant entraîné la restitution de la part sociale prêtée par la CHEYLARROISE DE PARTICIPATION à ce dernier au titre dudit mandat.

Au 31 décembre 2024, le capital social de la Banque Delubac & Cie se répartissait comme suit :

	Nombre de parts	%
- Cheylaroise de Participation	1 197 604	40,96
- Sky Gift	584 836	20,00
- Interhold	584 792	20,00
- Caisse de Compensation Locative	200 254	6,85
- Jean-Michel Samuel-Delubac	171 745	5,87
- Madeleine Teillot Samuel	110 379	3,78
- Jennifer Docquet	60 058	2,05
- Succession Chassagnon	14 032	0,48
- Autres personnes physiques et morales (1)	244	P.M.
<b>Total</b>	<b>2 923 944</b>	<b>100,00</b>

- (1) Dont une part détenue par la Société Privée de Participations Patrimoniales (Associé commandité statutaire).

*Dividendes versés*

Aucun dividende n'a été versé en 2024.

Pour rappel, en 2023, aucun dividende n'a été versé également et en 2022, un dividende de 500 mille euros a été versé.

**IV NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**



**Note 23 Intérêts et produits assimilés**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	14 375	8 855
Opérations sur titres	17 039	12 937
Opérations avec la clientèle	7 691	7 665
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>39 105</b>	<b>29 457</b>

**Note 24 Intérêts et charges assimilées**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	-22	-7
Opérations sur titres	-	-
Opérations avec la clientèle	-1 723	-1 177
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-1 745</b>	<b>-1 184</b>

**Note 25 Revenus des titres à revenu variable**

	2024	2023
Dividendes et produits assimilés	258	210
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>258</b>	<b>210</b>

**Note 26 Produits et charges de commissions**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	1 321	676
Opérations de change et d'arbitrage	-	-
Opérations avec la clientèle	40 065	31 356
Opérations sur titres	465	510
Opérations de change et d'arbitrage	422	212
Engagements de financement et de garantie	884	1 122
Prestations de services	547	1 005
Produits sur moyens de paiement	5 461	3 202
<b>Commissions (produits)</b>	<b>49 165</b>	<b>38 083</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-683	-709
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur instruments financiers	-	-
Opérations de change et d'arbitrage	-261	-77
Prestations de services	-2 721	-2 510
<b>Commissions (charges)</b>	<b>-3 664</b>	<b>-3 296</b>

Cf note 4.3.3 pour le changement de présentation des Commissions charges

**Note 27 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

	2024	2023
Gains ou (pertes) sur titres de transaction	-	-
Dotations aux dépréciations des titres de transaction	-	-
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 28 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

	2024	2023
Produits (Charges) / Titres de placement	-1 309	-664
(Dotations) Reprises / Dépréciations des titres de placement	289	1 072
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>1 598</b>	<b>408</b>

**Note 29 Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

	2024	2023
Produits divers d'exploitation bancaire	823	1 059
Produits / Opérations de crédit-bail	249	41
Produits / Opérations de location simple (1)	2 452	2 333
Autres produits divers d'exploitation	78	591
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>3 601</b>	<b>4 024</b>
Produits rétrocédés (2)	-509	-484
Charges / Opérations de crédit-bail et location	-36	-170
Charges diverses d'exploitation bancaire	-1 649	-299
Autres charges diverses d'exploitation	-241	-821
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-2 435</b>	<b>-1 774</b>

Cf note 4.3.3 pour le changement de présentation des Autres charges d'exploitation bancaire

(1) Concerne les produits des loyers facturés par FFLE (2 452 K€)

(2) Les produits rétrocédés correspondent à la sous-distribution de produits financiers au titre de l'activité de gestion d'épargne et à la rémunération d'apporteurs d'affaires au titre de l'activité gestion d'épargne et au titre de l'activité affacturage.

**Note 30 Charges générales d'exploitation**

	2024	2023
Personnel (1)	-42 088	-36 946
Impôts et taxes	-883	-1 249
Services extérieurs	-31 000	-33 241
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-73 971</b>	<b>-71 436</b>

Cf note 4.3.3 pour le changement de présentation des Services extérieurs

(1)	2024	2023
Rémunérations (1)	-26 857	-24 690
Charges sociales sur rémunérations	-12 010	-10 064
Impôts et taxes sur rémunérations	-2 495	-2 192
Intéressement des salariés (2)	-568	-
Participation des salariés (3)	-158	-
<b>Personnel</b>	<b>-42 088</b>	<b>-36 946</b>

- (1) Ce poste comprend la (charge) ou le produit annuel au titre des avantages postérieurs à l'emploi du personnel (Cf. Note 19 sur les "Provisions").
- (2) La prime d'intéressement est égale à 10 % du résultat consolidé courant avant impôt et intéressement de l'Union Économique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE et DeluPay. Ce montant est diminué des sommes versées au titre de la participation et limité à 20 % du total des salaires bruts annuels versés au personnel bénéficiaire - Accord du 20 février 2024.
- (3) La réserve spéciale de participation correspond au montant le plus élevé entre la réserve spéciale de participation déterminée sur la base de la formule légale obligatoire, et la réserve spéciale de participation calculée à partir des bases consolidées de l'Union Économique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE et DeluPay ( $50 \% \times (\text{bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés} - 5 \% \text{ des capitaux propres hors résultat de l'exercice}) \times \text{Salaires} / \text{Valeur ajoutée}$ ) - Accord du 19 décembre 2013 modifié par avenant du 14 janvier 2014.

#### Note 31 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

	2024	2023
Immobilisations incorporelles	-9 117	-4 071
Immobilisations corporelles	-2 384	-2 003
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>-11 501</b>	<b>-6 074</b>

#### Note 32 Coût du risque

	2024	2023
Opérations avec la clientèle	-762	-460
<b>Dotations nettes des dépréciations</b>	<b>-762</b>	<b>-460</b>
Pertes couvertes par des dépréciations	-376	-847
Pertes non couvertes par des dépréciations	-184	-186
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-560</b>	<b>-1 033</b>
<b>Dotations / Reprises nettes des provisions (1)</b>	<b>316</b>	<b>40</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 007</b>	<b>-1 453</b>

(1) Ces mouvements se rapportent aux provisions pour risques et charges (Cf. Note 19 sur les "Provisions").

**Note 33 Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

	2024	2023
Plus-values de cession de titres participation	-	-
Dotations/Reprise de dépréciations des titres de participation	-	-
Moins-values de cessions de titres de participation	-	-
<b>Résultat de cession de titres de participation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat de cession des immobilisations financières	-	-65
Résultat de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	-170	-14
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>-170</b>	<b>-79</b>
<b>TOTAL des gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>-170</b>	<b>-79</b>

**Note 34 Résultat exceptionnel**

	2024	2023
Produit divers	105	362
Reprise de provision sur le dossier Opération rejetée hors délai	595	-
Protocole d'accord sur un ancien dossier	-	850
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>700</b>	<b>1 212</b>
Charges diverses	(236)	(363)
Provision exceptionnelle (dont opération rejetée hors délai)	-	(455)
Perte sur le dossier Opération rejeté hors délai	(595)	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>(831)</b>	<b>(818)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(131)</b>	<b>394</b>

**Note 35 Impôts sur les bénéfices et impôts différés**

**35.1 Répartition de la (charge) produit d'impôts**

	2024	2023
(Charge) Produit d'impôts courants	1 176	15
(Charge) Produit d'impôts différés (1)	(174)	1 702
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>1 002</b>	<b>1 717</b>

(1) Le taux d'imposition retenue sur les Impôts différés est de 25%.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Banque Delubac & Cie forme un périmètre d'intégration fiscale avec certaines de ses filiales :

- Delubac Asset Management ;
- Astorg Immobilier ;
- Compagnie Foncière du Confluent ;
- Haussmann Recouvrement ;
- DeluPay (depuis le 01/01/2024)

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui sont définitivement acquis.

Les crédits d'impôts sont précisés dans le tableau ci-dessous :

	2024	2023
Crédit d'impôt recherche DeluPay	377	79
Crédit d'impôt recherche Banque Delubac	81	-
Crédit d'impôt don Delubac Asset Management	-	3
Crédit d'impôt don Banque Delubac	-	12
<b>TOTAL</b>	<b>458</b>	<b>94</b>

### 35.2 Preuve d'impôt - Réconciliation entre la (charge) produit d'impôts théorique et la (charge) produit d'impôts consolidé(e)

	2024	2023
Résultat consolidé avant impôts	-4 921	-8 969
<b>Produit (Charge) d'impôts théorique (1)</b>	<b>1 230</b>	<b>2 242</b>
Différences permanentes (2)	-228	-525
Impact changement taux d'IS	-	-
Autres différences	-	-
<b>Produit (Charge) d'impôts consolidé(e)</b>	<b>1002</b>	<b>1 717</b>

(1) Calcul effectué en fonction du taux légal d'impôt applicable en France :  
pour 2024, au taux de 25 %  
pour 2023, au taux de 25 %

(2) Dont Fonds pour Risques Bancaires Généraux, amortissements excédentaires, taxe sur les véhicules de société, taxe sur les bureaux, provisions non déductibles fiscalement

### Note 36 Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition

	2024	2023
Reprise badwill FFLE (1)	-	-
<b>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) L'écart d'acquisition négatif (badwill) sur FFLE est rapporté au résultat consolidé sur la durée résiduelle de ses contrats de location financement, soit en moyenne 5,5 ans.

### Note 37 Résultats nets consolidés par part sociale

	2024	2023
Nombre de parts sociales en circulation	2 923 944	2 923 944
Nombre de parts sociales potentiellement dilutives	-	-
Nombre moyen de parts sociales après dilution	2 923 944	2 923 944
Résultat net consolidé - Part du Groupe (000 euros)	-3 920	-5 790
<b>Résultat net consolidé par part sociale (euros)</b>	<b>-1,34</b>	<b>-2,48</b>
<b>Résultat net consolidé dilué par part sociale (euros)</b>	<b>-1,34</b>	<b>-2,48</b>

A la clôture des exercices 2024 et 2023, il n'existait aucune part sociale ordinaire potentiellement dilutive.

## V AUTRES NOTES EXPLICATIVES

**Note 38 Engagements hors bilan consolidés****38.1 Engagements donnés consolidés**

	31-12-2024	31-12-2023
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	19 716	20 877
<b>Engagements de financement</b>	<b>19 716</b>	<b>20 877</b>
Opérations en devises	-	-
D'ordre de la clientèle	23 854	29 853
<b>Engagements de garantie</b>	<b>23 854</b>	<b>29 853</b>
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	-	-
Engagement sur titres	-	-
<b>Engagements sur titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autres engagements (1)	348 355	437 843
<b>Autres engagements</b>	<b>348 355</b>	<b>437 843</b>
<b>TOTAL des engagements donnés</b>	<b>391 926</b>	<b>488 573</b>

(1) Obligations mises en pension à la BCE en collatéral dans le cadre de la politique monétaire, le montant est valorisé par la BCE après application d'une décote.

**38.2 Engagements reçus consolidés**

	31-12-2024	31-12-2023
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Reçus d'établissements de crédit (1)	19 402	30 362
Reçus de la clientèle	-	-
Cautions reçues	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>
<b>TOTAL des engagements reçus</b>	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>

(1) En application de la recommandation de l'ANC relative à l'évènement Covid-19, l'encours garantie par l'Etat des PGE a été enregistré en Engagements reçus.

**Note 39 Entreprises liées**

La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la Note 3 "Périmètre de consolidation".

Aux exceptions près mentionnées ci-après, les transactions réalisées au cours des exercices ainsi que les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation. Il n'en est pas de même avec les encours existants sur les sociétés intégrées proportionnellement. Par ailleurs, les taux de récupération de TVA n'étant pas de 100 % pour toutes les sociétés du Groupe, certains montants de charges et produits n'ont pas été éliminés entre sociétés intégrées globalement.

	2024	2023
<b>Total des charges DAM non éliminées (1)</b>	<b>-16</b>	<b>-26</b>

(1) Mise à disposition de personnel, prestations diverses et services bancaires de la Banque Delubac & Cie, loyers et charges locatives de la Compagnie Foncière du Confluent.

	2024	2023
<b>Total des charges Banque Delubac &amp; Cie non éliminées (1)</b>	<b>-64</b>	<b>-113</b>

- (1) Loyers et charges locatives de la Compagnie Foncière du Confluent, honoraires de recouvrement de créances d'Hausmann Recouvrement, gestion des compositions et mandat RTO de Delubac Asset Management.

	2024	2023
<b>Total des charges DeluPay non éliminées (1)</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>

- (1) Prestation de services de la Banque Delubac & Cie

	2024	2023
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs - FFLE	-11	-2
<b>Total des charges Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>	<b>-11</b>	<b>-2</b>

	2024	2023
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs et sur emprunts - FFLE	-	4
Services bancaires - FFLE	4	3
<b>Total des produits Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

	2024	2023
Compte courant d'associé - FFLE	3 246	2 561
Compte ordinaire débiteur - FFLE	129	254
Crédits – FFLE	-	-
<b>Total des actifs Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>	<b>3 375</b>	<b>2 815</b>

	2024	2023
Comptes ordinaires créditeurs - FFLE	-	-
<b>Total des passifs Banque Delubac &amp; Cie non éliminés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Note 40 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires hors TVA non récupérable et hors débours facturés par les Commissaires aux comptes se présentent comme suit (en milliers d'euros) :

	2024	2023
Hoche Audit	-235	-231
Nahum Expertises	-214	-209
Autres	-84	-55
<b>Honoraires des Commissaires aux comptes (1)</b>	<b>-533</b>	<b>-495</b>

- (1) Ces montants concernent les interventions, hors remboursements de frais, des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Banque Delubac & Cie et de ses filiales Delubac Asset Management, Hausmann Recouvrement, DeluPay et FFLE ainsi que sur les états financiers consolidés du Groupe et les missions facturées au titre des services autres que la certification des comptes. Les montants sont HT. Ils ne tiennent pas compte de la fraction de TVA non déductible.

#### **Note 41 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

La banque doit préciser s'il existe des événements postérieurs à l'exercice d'importances significatives qui auraient dû donner lieu à un enregistrement au bilan consolidé, ou dans le compte de résultat consolidé, ou à une information dans les notes annexes aux états financiers consolidés.

Au titre de l'exercice 2024, il existe un événement significatif postérieur à la clôture. Il s'agit de la vente de deux locaux de bureau par la filiale FFLE « Foncière Francilienne de Locaux d'Entreprises ». La première vente a eu lieu le 24/01/2025 pour 4M€ et la seconde le 31/03/2025 pour 2,4M€. FFLE est détenue à 45% par la Banque DELUBAC et est en transparence fiscale.

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**

#### **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de la Banque Delubac & Cie SCS,

#### **I- OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque Delubac & Cie SCS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du règlement ANC n°2020-01, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'arrêté des comptes.

#### **II- FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.



### **III- JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### **Dépréciation de prêts et créances sur base individuelle**

##### ***Risque identifié***

Votre groupe constitue des dépréciations sur base individuelle afin de couvrir les pertes de crédit avérées sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités de financements.

La détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses requiert une part importante de jugement notamment pour identifier les créances devant faire l'objet d'une dépréciation et pour estimer le montant de dépréciation à comptabiliser. Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes.

##### ***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par votre groupe, en particulier ceux liés :

- à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés) et au processus de notation des contreparties ;
- à la classification des expositions en créances douteuses ;
- au suivi et à la valorisation des garanties ;
- à la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses.

En complément, nous avons procédé à une revue des crédits et mobilisations de créances consistant, sur la base d'un échantillon de clients débiteurs sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, à :

- prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des débiteurs ou leur contrepartie par entretien avec les responsables de départements opérationnels ;
- réaliser une analyse critique des estimations de provisions retenues par le Comité des contentieux et arrêtées par la Direction, sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement ;
- vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées ;
- contrôler les informations relatives aux règles et méthodes comptables applicables en la matière, fournies en annexe.

#### **Classement et évaluation du portefeuille titres**

##### ***Risque identifié***

Votre groupe détient à l'actif de son bilan, différentes catégories de titres. En fonction de leur classement (titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, autres titres détenus à long terme), différentes règles d'évaluation sont appliquées, comme indiqué dans la note 4.10 des annexes aux comptes consolidés.

L'évaluation de la valeur de certains de ces titres peut reposer sur des techniques de valorisation qui comportent une part significative de jugement quant au choix des méthodologies et des données utilisées.

Nous avons considéré que le classement comptable de ces titres ainsi que leur valorisation constituait un point clé de l'audit en raison leur caractère significatif au bilan et du recours au jugement dans la détermination de leur valorisation.

***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

Nous avons pris connaissance des méthodes retenues pour le classement comptable et la valorisation des titres détenus.

Sur la base d'échantillons, nous avons :

- vérifié le correct enregistrement et classement comptable des titres en portefeuille détenus ;
- procédé à l'appréciation des approches retenues par la Direction et réalisé une analyse critique des hypothèses sous tendant les valorisations ;
- vérifié le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations retenues par la Direction ;
- contrôlé les informations relatives aux règles et méthodes comptables applicables en la matière, fournies en annexe.

**IV- VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de la Gérance.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**V- AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Delubac & Cie SCS par l'assemblée générale du 22 mai 2003 pour le cabinet HOCHÉ AUDIT et du 30 avril 2015 pour le cabinet NAHUM EXPERTISES (ex WNAP).

Au 31 décembre 2024, le cabinet HOCHÉ AUDIT était dans la 22<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet NAHUM EXPERTISES dans la 10<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au règlement ANC 2020-01 ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'arrêté des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance.

**VI- RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ; il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conduit à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au Comité d'arrêté des comptes**

Nous remettons un rapport au Comité d'arrêté des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'arrêté des comptes figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'arrêté des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'arrêté des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

PARIS, le 24 avril 2025  
Les Commissaires aux Comptes

HOCHÉ AUDIT  
représentée par Laurence ZERMATI

NAHUM EXPERTISES  
représentée par William NAHUM

**Banque Delubac & Cie****Société en Commandite Simple au capital de 11 695 776 euros****Siège social : 16, place Saléon Terras 07160 Le Cheylard****305776890 RCS Aubenas****Etats financiers de l'exercice 2024****Bilan au 31 décembre 2024**

<b>Actif (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Caisses, Banques centrales	(6)	459 608	316 657
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	(7)	32 348	23 935
Opérations avec la clientèle	(8)	198 110	234 357
Obligations et autres titres à revenu fixe	(9)	623 791	538 367
Actions et autres titres à revenu variable	(10)	3 118	3 931
Participations et autres titres détenus à long terme	(11)	2 811	2 299
Parts dans les entreprises liées	(12)	59 460	49 219
Immobilisations incorporelles	(13)	15 609	17 104
Immobilisations corporelles	(14)	6 725	5 926
Capital souscrit non versé	(15)	-	-
Actions propres	-	-	-
Autres actifs	(16)	11 337	9 411
Comptes de régularisation	(17)	9 293	11 834
<b>Total de l'actif</b>	<b>-</b>	<b>1 422 211</b>	<b>1 213 040</b>

<b>Passif (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Banques centrales	(18)	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	(19)	1 174	-
Opérations avec la clientèle	(20)	1 343 864	1 141 458
Dettes représentées par un titre	-	1	1
Autres passifs	(21)	16 195	17 347
Comptes de régularisation	(22)	8 101	7 535
Provisions	(23)	1 687	2 838
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	(24)	4 000	-
<b>Capitaux propres (hors FRBG)</b>	<b>(25)</b>	<b>47 188</b>	<b>43 860</b>
Capital souscrit		11 696	11 696
Primes d'émission		953	953
Réserves	-	10 544	10 544
Écart de réévaluation	-	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	362	355
Report à nouveau	-	20 313	24 143
Résultat de l'exercice	-	3 320	-3 830
<b>Total du passif</b>	<b>-</b>	<b>1 422 211</b>	<b>1 213 040</b>

Engagements hors bilan au 31 décembre 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31-12-2024	31-12-2023
<b>Engagements donnés</b>	(41)	<b>398 019</b>	<b>497 673</b>
Engagements de financement	-	25 809	29 977
Engagements de garantie	-	23 855	29 853
Engagements sur titres	-	-	-
Opérations en devises	-	-	-
Autres engagements (1)	-	348 355	437 843
<b>Engagements reçus</b>	(41)	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>
Engagements de financement	-	-	-
Engagements de garantie (2)	-	19 402	30 362
Engagements sur titres	-	-	-

(1) Obligations mises en pension à la BCE en collatéral dans le cadre de la politique monétaire, le montant est valorisé par la BCE après application d'une décote.

(2) En application de la recommandation de l'ANC relative à l'évènement Covid-19, l'encours garanti par l'Etat des PGE a été enregistré en Engagements reçus.

**Compte de résultat de l'exercice 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Intérêts et produits assimilés	(26)	39 103	29 692
Intérêts et charges assimilées	(27)	-2 163	-1 627
Revenus des titres à revenu variable	(28)	1 501	1 454
Commissions (produits)	(29)	47 990	37 242
Commissions (charges)	(29)	-3 393	-3 083
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de négociation	(30)	-	-
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(31)	1 550	402
Gains ou pertes / Opérations des portefeuilles de participation	(31)	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	(32)	934	1 102
Autres charges d'exploitation bancaire	(32)	-2 365	-1 847
<b>Produit net bancaire (PNB)</b>	-	<b>83 157</b>	<b>63 335</b>
dont PNB des opérations avec la clientèle	-	48 449	39 816
dont PNB des opérations pour compte propre	-	34 708	23 519
Charges générales d'exploitation	(33)	-63 563	-61 177
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(34)	-8 187	-4 204
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	-	<b>11 406</b>	<b>(2 046)</b>
Coût du risque	(35)	-1 007	-1 453
<b>Résultat d'exploitation</b>	-	<b>10 399</b>	<b>-3 499</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(36)	-3 424	-4 731
<b>Résultat courant avant impôt</b>	-	<b>6 975</b>	<b>-8 230</b>
Résultat exceptionnel	(37)	-133	386
Impôts sur les bénéfices	(38)	485	171
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	(39)	-4 007	3 843
<b>Résultat net</b>	-	<b>3 320</b>	<b>-3 830</b>
<i>Résultat net par part sociale (euros)</i>	(40)	<i>1,14</i>	<i>-1,31</i>

## **I Informations générales**

### **Note 1 Renseignements à caractère général**

La Banque Delubac & Cie, créée en 1924 par Monsieur Maurice Delubac, est une Société en Commandite Simple (SCS) domiciliée en France au capital de 11 695 776 euros (Cf. Note 25 sur le "Capital souscrit").

Son siège social est situé 16, place Saléon-Terras 07160 Le Cheylard (Ardèche). Elle dispose d'établissements secondaires dont le principal est à Paris.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, la "Société", désigne la Banque Delubac & Cie SCS. La Société développe son activité autour des métiers suivants :

- Banque Judiciaire
- Banque des Administrateurs de Biens
- Banque de détail dite "in bonis" nommée commercialement Banque des Entreprises et des Particuliers
- Banque de Gestion d'Épargne
- Banque d'affaires dite « Corporate & Investment Bank »
- Correspondent Banking

#### **La Banque Judiciaire**

Banque Delubac & Cie s'est développée dans le domaine du service aux entreprises en difficulté placées dans les liens d'une procédure qu'elle soit contractuelle ou collective. La branche d'activité applique une politique de développement national, au travers notamment des bureaux de représentation.

La Banque intervient dans un périmètre juridique déterminé permettant de couvrir toutes les périodes de difficulté de l'entreprise :

- mandat ad hoc ;
- conciliation ;
- sauvegarde ;
- préparation au "dépôt de bilan" ;
- redressement judiciaire, régime général ou simplifié ;
- plan de continuation ;
- liquidation judiciaire avec poursuite d'activité ;
- administration provisoire.

L'intervention de la Banque Delubac & Cie sur le marché des sociétés en difficulté se fait au travers de la fourniture de services bancaires adaptés incluant des financements à court terme, principalement les lignes de mobilisations de créances, les cessions de créances loi Dailly, les escomptes d'effets et l'affacturage, offrant à ses clients le moyen de financer leur besoin en fonds de roulement.

#### **La Banque des Administrateurs de Biens**

L'objectif de cette branche d'activité est d'offrir la gamme de services la plus large et la mieux adaptée aux besoins des administrateurs de biens : syndics de copropriété et gérance d'immeubles. Les promoteurs, marchands de biens et agents immobiliers sont placés hors du champ d'intervention de la Banque des Administrateurs de Biens.

La Banque Delubac & Cie offre des prestations sur mesure en proposant à ses clients :

- la gestion des comptes bancaires des sociétés ;
- la gestion des comptes bancaires des syndicats de copropriété et des gérances d'immeubles. Les flux financiers sont les encaissements des loyers avec leurs reversions aux propriétaires, et, l'encaissement des charges des copropriétés pour régler les divers prestataires de services (gardiens, fuel, assurances, etc...)
- le conseil grâce à une très bonne connaissance du secteur d'activité (grande ancienneté des collaborateurs du département) ;
- l'accompagnement dans le développement commercial et/ou opérationnel en mettant en place des financements appropriés : acquisitions d'immobilisations corporelles (parc informatique, ...), incorporelles (fonds commerciaux, ...) et financières (parts sociales ou actions de sociétés).

#### **La Banque de détail**

Historiquement appelée "banque in bonis" à l'époque où l'activité de la Banque Delubac & Cie était fortement ciblée sur les entreprises en difficulté, le département exerce une activité traditionnelle de banque à destination des entreprises et des particuliers qui n'entrent pas dans une de ses niches spécialisées.



Les marques commerciales sont 'Delubac Banque des Entreprises' à destination des entreprises, professionnels et associations et 'Delubac Banque des Particuliers' à destination des particuliers.

### La Banque de Gestion d'Épargne

L'activité de gestion d'épargne offre une gamme de services patrimoniaux et de solutions d'investissement adaptée aux dirigeants d'entreprise, particuliers et personnes morales, et propose une architecture patrimoniale ouverte en adéquation avec les objectifs de ses clients.

### La Banque d'affaires dite « Corporate and Investment Bank » (CIB)

L'équipe de la Banque d'affaires (CIB) détecte, propose, organise et dirige des opérations dites de "haut de bilan" et d'ingénierie financière, telles que les fusions-acquisitions de sociétés non cotées, le rapprochement de sociétés cotées, les introductions en bourse sur tous les marchés, les restructurations de capital et les tours de tables financiers, les appels au marché au profit des sociétés cotées, les offres publiques, les attestations d'équité, ainsi que des opérations de "bas de bilan" (conseil en restructuration de dettes, en financement du besoin en fonds de roulement).

### Le Correspondent Banking

Depuis le mois de septembre 2021, la Banque Delubac & Cie propose des services de Correspondance Bancaire. Cela consiste à tirer parti de notre accès direct aux systèmes de paiement en euros pour proposer à des banques qui n'y ont pas accès, un accès indirect à ces systèmes qui leur permet de traiter les opérations en euros de leur clientèle.

### Comptes sociaux de la Banque Delubac & Cie

Les comptes sociaux de la Société relatifs à l'exercice 2024, arrêtés par la Gérance le 15/04/2025, incluent :

- le bilan sur la situation financière au 31 décembre 2024, avant affectation du résultat ;
- le résultat sur la performance financière de l'exercice 2024 d'une durée de douze mois ;
- le tableau des engagements hors bilan au 31 décembre 2024 ;
- ainsi que les présentes notes annexes complétant et commentant les informations données par le bilan, le tableau des engagements hors bilan et le compte de résultat.

A titre de comparaison, les postes du bilan, les rubriques du compte de résultat et les informations données dans les notes annexes comportent l'indication des éléments de l'exercice précédent.

Sauf exception dûment mentionnée, les comptes sociaux sont présentés en milliers d'euros (000 euros).

Il est précisé que le règlement n°2014-07 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF, ne prévoit pas d'obligation concernant la présentation d'un tableau de variation des flux de trésorerie.

### Gérance – Associés commandités

A la date de l'arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2024, les Associés commandités, responsables solidairement et indéfiniment des dettes sociales de la Banque Delubac & Cie sur leurs biens propres, sont les suivants :

- |  |  |
|--|--|
| - Monsieur Serge Bialkiewicz                     | Gérant statutaire - Premier Gérant   |
| - Monsieur Jean-Michel Samuel-Delubac            | Gérant statutaire  |
| - Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz               | Gérant statutaire  |
| - Madame Elodie Trevillot                        | Gérante  |
| - Caisse de Compensation Locative                | Gérante statutaire représentée par M. Serge Bialkiewicz                          |
| - Société Privée de Participations Patrimoniales | Associée commanditée statutaire représentée par Monsieur Joël-Alexis Bialkiewicz |
| - Madame Madeleine Teillot Samuel                | Associée commanditée statutaire  |
| - Madame Jennifer Docquet                        | Associée commanditée statutaire  |
| - Union Familiale Bialkiewicz                    | Associée commanditée   |

### Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes ont été nommés par l'Assemblée générale du 08 avril 2021. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Titulaires

- La Société Hoche Audit représentée par Madame Laurence Zermati.
- La Société Nahum Expertises représentée par Monsieur William Nahum.

#### Suppléants

- Monsieur Jean-Pierre Bard.
- La Société Auditing International représentée par Monsieur Nicolas Metge.

### Note 2 Événements et faits marquants de l'exercice

Le principal fait marquant de l'exercice 2024 a été la réussite exceptionnelle du plan de développement de la banque, dans la continuité de la progression de 2022 et 2023 et ce, malgré l'environnement macro-économique complexe. Le produit net bancaire des opérations avec la clientèle a progressé de 21,7%, en hausse significative sur l'ensemble des secteurs d'activité de la Banque. Au global le PNB a augmenté de 31% en 2024.

L'effet combiné de la forte hausse du PNB et de l'augmentation modérée des charges d'exploitation a permis par ailleurs de réaliser un Résultat d'exploitation de 11 406 K€, en très forte augmentation par rapport à 2023.

Pour atteindre ces résultats, la banque a pu continuer à capitaliser sur la montée en charge de ses 13 bureaux situés en province, qui lui permettent de diversifier son socle clientèle en s'adressant désormais aux entreprises locales présentes sur l'ensemble du territoire, y compris en outre-mer.

Si son cœur de clientèle demeure les petites et moyennes entreprises, la Banque Delubac & Cie a progressivement diversifié son offre, développant des services de banque de détail, de banque d'affaires et de banque privée à de nouveaux segments de clientèle.

La banque, qui a fait de l'innovation un de ses trois axes de développement stratégique, a continué à travailler sur des projets structurants dans ce domaine. Grâce à son positionnement et son expertise sur le secteur du Web3, elle est devenue une référence pour les acteurs de ce secteur, les activités sur actifs numériques présentant un véritable relais de croissance pour la banque.

Elle accompagne également un nombre de plus en plus élevé de grandes entreprises françaises et européennes dans le cadre de leur développement à l'international.

Les autres événements significatifs de l'exercice concernent :

- La nomination de Elodie Tréviot en qualité de gérant non statutaire
- La dotation du fonds pour risques bancaires généraux pour un montant de 4 000 K€ pour tenir compte des incertitudes liées aux tensions géo-politiques,
- La comptabilisation d'une dotation pour dépréciation de la filiale Delubac Asset Management pour 3 256 K€.
- La fin du contrôle fiscal commencé en juin 2022 et qui se solde par un redressement de 909 K€,
- Les augmentations de capital de 6,5 M€ dans DeluPay, 7 M€ dans Delubac Asset Management. Ces augmentations ont été réalisées pour continuer à accompagner leur développement stratégique et notamment :
  - pour Delubac Asset Management la création de nouveaux fonds et renforcer la gamme de produits
  - pour DeluPay, le développement de nouvelles fonctionnalités par les équipes de développeurs.

### Note 3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### 3.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de l'exercice 2024 de la Banque Delubac & Cie, ainsi que les données comparatives de l'exercice 2023 présentées dans le présent document, ont été établis conformément aux dispositions des règlements n°2014-07 et n°2014-03, modifié par le règlement n°2015-06, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatifs respectivement aux comptes des entreprises du secteur bancaire et au plan comptable général.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC.

#### 3.2 Changements comptables

##### 3.2.1 Corrections d'erreur

Les corrections d'erreur résultent d'erreurs, d'omissions matérielles ou d'interprétations erronées au cours d'exercices antérieurs.

Il n'a été procédé à aucune correction d'erreur dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

##### 3.2.2 Changements d'estimations et de modalités d'application

Une estimation est révisée si les circonstances sur lesquelles elle était fondée sont modifiées par suite de nouvelles informations

ou d'une meilleure expérience.

Les incidences des changements d'estimation sont enregistrées de manière prospective et n'affectent pas les capitaux propres.

Aucun changement de méthode d'estimation et de modalités d'application n'a été opéré dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

### **3.2.3 Changements de présentation des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat**

Dans un souci d'amélioration de la présentation de la situation financière et de la performance financière de la Banque Delubac & Cie, des reclassements peuvent être opérés au sein des postes du bilan et des rubriques du compte de résultat.

Aucun changement de présentation des postes du bilan n'a été opéré dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Par contre, il a été opéré des changements au niveau du compte de résultat. Ce changement porte sur le reclassement de certaines charges. Initialement classées en « Services extérieurs », elles sont dorénavant classées dans les « Autres charges d'exploitation bancaire » de la rubrique Produit net Bancaire. Ce reclassement a été réalisé pour améliorer la présentation de la situation financière. Le montant des comptes concernés par ce changement est de 1 139 K€ en 2024 et de 811 K€ en 2023. Les « Autres charges d'exploitation bancaire » sont précisés dans la note 32, et les « Services extérieurs » dans la note 33.

### **3.2.4 Changement de méthode comptable**

En 2024, aucun changement de méthode comptable n'a été opéré dans les comptes sociaux de l'exercice.

### **3.3 Estimations et jugements comptables déterminants**

Pour établir ces états financiers, la Direction de la Société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la Société portent notamment sur l'évaluation des actifs incorporels, corporels et financiers, les dépréciations et les provisions.

### **3.4 Application de nouveaux règlements comptables**

Il n'a été fait application d'aucun nouveau règlement comptable au titre de l'exercice 2024.

### **3.5 Monnaies étrangères**

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à la date de clôture en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de conversion sont inscrits à l'actif du bilan lorsque l'écart correspond à une perte latente et au passif du bilan lorsque l'écart correspond à un gain latent.

Les différences de change devenues définitives sont comptabilisées en charges et en produits.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

### **3.6 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 3.7 Dépréciation au titre du risque de crédit avéré

Les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit sur encours individuels sont similaires à ceux retenus par la réglementation comptable française pour considérer un encours comme douteux.

En application du règlement n°2014-07 de l'ANC, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Delubac & Cie de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, et nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux.

Le déclasserement des crédits en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par « contagion », un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, malgré l'existence de garanties.

Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « Coût du risque ».

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la échéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

### 3.8 Portefeuille titres

Les titres sont classés en fonction de leur nature (obligations et autres titres à revenus fixes, actions et autres titres à revenu variable) et de leur portefeuille de destination (transaction, placement, investissement, titres de participation).

Pour chaque catégorie de portefeuille titres, les règles de classement et d'évaluation appliquées, conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, sont les suivantes :

#### Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction, l'ensemble des interventions sur des marchés liquides, effectués dès l'origine dans le but de les revendre ou de les placer auprès de la clientèle, à brève échéance. A la clôture de l'exercice, les titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté en compte de résultat.

#### Titres de placement

Il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et filiales, les autres titres détenus à long terme et les titres de l'activité de portefeuille.

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition, frais exclus (à l'exception des titres sur crypto-actifs pour lesquels les frais sont inclus). Les intérêts courus à l'achat sont inscrits, le cas échéant, dans des comptes rattachés.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres est estimée sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et d'après leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes issues de cette évaluation donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Dans le cadre de l'application de la norme comptable relative aux dépréciations sur les titres de placement, l'établissement a tenu compte de l'article 221-6 du Plan Comptable Général qui précise que les titres non cotés doivent être évalués à "leur valeur probable de négociation".

En l'absence d'un marché actif, les transactions récentes ne peuvent être la seule méthode prise en compte pour la valorisation d'un titre non coté. En outre, les transactions forcées, c'est-à-dire les ventes qui sont réalisées sous le coup d'une contrainte notamment réglementaire, ne doivent pas être considérées pour estimer la valorisation d'un titre non coté.

En conséquence, pour estimer la valorisation des titres non cotés détenus par la banque à la date de clôture de l'exercice comptable, deux approches ont été retenues par notre établissement :

- Une valorisation par comparable, en identifiant des titres présentant des caractéristiques communes avec les titres détenus en portefeuille. Pour cette méthode, après avoir sélectionné le titre ou les titres présentant le maximum de caractéristiques avec le titre détenu, le rendement des titres de la sélection à la date de clôture de l'exercice comptable est identifié. Ce rendement est alors appliqué au titre détenu par l'établissement, ce qui permet de déduire la valorisation de ce dernier,
- Une approche par évaluation du spread : les titres non cotés détenus par la banque sont indexés sur l'Euribor 3M auquel il faut rajouter une marge (le spread) qui est lié à la société émettrice du titre non coté (notamment la notation de cette dernière, ses résultats par rapport aux attentes du marché, etc.). L'évolution de ce spread va avoir un impact sur la valorisation du titre non coté. Dans le cas de titre non coté, la différence entre le spread de la maturité initiale et celui de la maturité à la date de clôture de l'exercice est évaluée. Si cet écart est constant dans le temps alors il est appliqué au spread initial (celui de l'achat) pour établir le spread à la clôture de l'exercice comptable et ainsi en déduire la valorisation du titre non coté qui se calcule à l'appui de l'Euribor 3M + spread calculé selon la méthode définie ci-avant.

Pour les titres non cotés détenus par la banque à la date de clôture de l'exercice comptable, ces deux méthodes ont été appliquées et ont montré que la valeur des titres non cotés n'a pas baissé depuis leur acquisition.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie "titres d'investissement" si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Banque Delubac & Cie a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

#### **Titres d'investissement**

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance et financés par des ressources permanentes affectées.

La différence entre la valeur à la date d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres est étalée prorata temporis sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant par simplification la méthode linéaire.

Les titres d'investissement sont des titres qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de transaction" ou de la catégorie "Titres de placement".

Lors de l'arrêté comptable, les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, ne font pas l'objet de dépréciation. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

#### **Titres de participation et filiales**

Sont considérés comme titres de participation et filiales, les titres de sociétés dont une fraction du capital (10 % à 50 % pour les participations, plus de 50 % pour les filiales) est détenue de façon durable. Ils sont comptabilisés à leur prix de revient, frais d'acquisition inclus.

#### **Autres titres détenus à long terme**

Sont considérés comme des autres titres détenus à long terme, les investissements réalisés par la Banque Delubac & Cie dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion.

Ces titres sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, frais exclus.

#### **Présentation des participations et des autres titres détenus à long terme**

Les actions et autres titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise et créent un lien durable avec celle-ci sont présentés dans le poste "Participations et autres titres détenus à long terme" à l'exception de ceux détenus inscrits dans la rubrique "Parts dans les entreprises liées".

Une entité est considérée comme liée à une autre, lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale ou intégration proportionnelle dans un même ensemble consolidable.

**Évaluation des participations et des autres titres détenus à long terme**

À la clôture de l'exercice, il est procédé, en cas d'indices de pertes de valeur, à une estimation de la valeur des titres sur la base de leur valeur d'usage, déterminée selon plusieurs critères, dont la méthode des flux futurs de trésorerie, également désignée sous le terme de "Discounted Cash-Flow" (DCF).

Cette méthode consiste à calculer, par actualisation, la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus d'une activité. Elle repose sur la mise en perspective de l'ensemble des hypothèses sous-jacentes à une valorisation (croissance, rentabilité, investissements) et ce, sur une longue période, les flux de trésorerie étant modélisés, puis projetés sur le long terme.

Selon cette approche, la valeur d'entreprise correspond à la somme de ses cash-flows disponibles prévisionnels, actualisés au coût moyen pondéré du capital engagé.

Les moins-values latentes, égales à la différence entre la valeur comptable et la valeur d'entreprise ainsi obtenue, font l'objet d'une dépréciation.

Les plus-values potentielles ne sont pas comptabilisées.

**Revenus du portefeuille titres**

Les revenus des actions, dividendes et acomptes sur dividendes, sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement. Les revenus des obligations sont inscrits prorata temporis en résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

**Résultats sur cessions de titres**

Les plus ou moins-values sont déterminées par rapport à la valeur brute des titres cédés, les frais de cession étant imputés sur le résultat de cession. Les éventuelles dépréciations de ces titres sont alors reprises au compte de résultat.

Les intérêts courus déjà comptabilisés à l'actif à la fin du mois M-1 sont repris. On calcule les intérêts qui vont du 1<sup>er</sup> du mois à la date de cession et on les comptabilise en produit.

**Traitement des primes sur obligations**

La méthode comptable appliquée pour le traitement des primes sur obligations vendues avant terme est la suivante :

- Reprise de l'intégralité de la prime étalée
- Constatation de cette dernière dans le résultat de cession

**Traitement comptable des cryptos actifs**

La méthode comptable appliquée pour le traitement des cryptos actifs pour compte propre correspond à celle appliquée aux titres de placements. La méthode d'évaluation à l'inventaire est équivalente à celle des traitements des créances et dettes en devises.

**Traitement comptable des investissements en métaux précieux**

Les investissements réalisés en métaux précieux sous forme physique (exemple : lingot d'or) sont comptabilisés dans les « Autres actifs » dans la catégorie « Autres stocks et assimilés ». Au moment de l'inventaire, la valeur du stock est calculée avec le cours du dernier jour du mois. Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, on comptabilise une dotation aux provisions correspondant à l'écart entre la valeur d'achat et la valeur d'inventaire. Si la valeur d'inventaire est supérieure à la valeur d'achat, on ne comptabilise aucune écriture.

**3.9 Immobilisations incorporelles et corporelles****Immobilisations incorporelles****(i) Actifs**

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par la Banque Delubac & Cie sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

En ce qui concerne la production immobilisée, il a été comptabilisé dans les comptes sociaux de la Banque au titre de l'exercice 2024 un montant de 2,1 M€. Ce montant est obtenu en multipliant le temps passé par un taux journaliers moyen des développeurs en fonction de leur classification.

**(ii) Dépenses ultérieures**

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

### **(iii) Amortissements et dépréciations**

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire pour les immobilisations incorporelles. Les droits au bail ne donnent pas lieu à amortissement.

Les durées d'amortissement sont comprises entre 1 et 10 ans. En général, la durée retenue est de 3 ans. En ce qui concerne le fonds de commerce Résalliance, il est amorti sur 10 ans.

Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

En application du règlement délégué UE 2020/2176 du 12 novembre 2020, les immobilisations incorporelles (consistant en des actifs logiciels, prudemment évalués et dont la valeur n'est pas substantiellement affectée par la résolution, l'insolvabilité ou la liquidation de l'établissement) ne sont déductibles des fonds propres qu'à hauteur du delta entre la valeur prudentielle et la valeur nette comptable.

## **Immobilisations corporelles**

### **(i) Actifs**

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

### **(ii) Dépenses ultérieures**

La Banque Delubac & Cie comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à la Société et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

### **(iii) Amortissements et dépréciations**

Les terrains ne donnent pas lieu à amortissement.

Dès qu'elles sont en l'état d'être utilisées selon les modalités prévues, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité, principalement suivant le mode linéaire. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilité différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions	
- Électricité	25 ans
- Plomberie / sanitaire	25 ans
- Ascenseurs	25 ans
- IGT	15 ans
- Agencements	5 à 10 ans
- Installations techniques	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau	5 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

Le site de repli informatique du Cheylard est amorti sur une durée de 60 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs font l'objet d'une revue annuelle. Dans le cas où il convient de modifier ces données, le plan d'amortissement est modifié de manière prospective.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur (internes ou externes). Dans ce cas, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation est enregistrée en résultat et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

### **3.10 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et dettes à terme ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts à la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **3.11 Provisions**

Les provisions, autres que celles afférentes aux avantages du personnel et aux crédits, représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle s'éteindra par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant estimé de la sortie de ressources est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Dans les comptes de la Banque Delubac & Cie, les provisions sont constituées au titre de litiges et de risques divers.

### **3.12 Avantages du personnel**

La Banque Delubac & Cie n'applique pas la recommandation 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relative à la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

#### **Régimes à cotisations définies**

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### **Régimes à prestations définies**

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ volontaire, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'âge de départ est calculé en fonction de l'année de naissance du salarié et du nombre de trimestres restant à acquérir compte tenu d'un âge moyen de début d'activité de vingt ans (Cf. Note 42).

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui modifient le montant des engagements.

#### **Médailles du travail**

La convention collective applicable ne prévoit aucune gratification concernant les médailles du travail et aucun usage n'a été créé par la Société en la matière. Dès lors, il n'est pas constitué de provision à ce titre.

#### **Prime d'ancienneté**

La banque verse une prime d'ancienneté à ses salariés qui sont présents au sein de l'établissement depuis 20 ans.

Cette prime versée une seule fois, correspond au montant du salaire de base mensuel avec un plancher de 2 000 € et un plafond de 4 000 € (cf. note 42).



### 3.13 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

#### Définition des FRBG

Aux termes de l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, « Pour les établissements assujettis autres que ceux soumis aux normes IFRS, les Fonds pour Risques Bancaires Généraux sont les montants que les dirigeants responsables au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier décident d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires. »

En pratique, les FRBG couvrent notamment les éléments suivants :

- risque général de crédit ;
- risques opérationnels ;
- risque épargne logement.

#### Traitement comptable des FRBG

Les FRBG sont dotés et repris par le compte de résultat. Les dotations et les reprises sont inscrites sur une ligne spécifique du résultat et ne concourent pas à la formation du « Produit net bancaire ».

Les risques couverts par les FRBG ne sont pas identifiés. Si tel était le cas, ces risques devraient faire l'objet de provisions inscrites au passif du bilan avant les capitaux propres.

En application des principes généraux, les FRBG n'étant pas rattachables à des risques identifiés, les dotations sont considérées sur le plan fiscal comme des charges non déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Dans les états financiers individuels, les FRBG sont présentés avant le sous-total « Capitaux propres (hors FRBG) ».

### 3.14 Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

### 3.15 Produits et charges de commissions

La Société enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles que certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels telles que les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage ou les pénalités sur incidents de paiements, sont intégralement enregistrées en résultat dans la rubrique « Produits de commissions » quand la prestation est réalisée.

Conformément au règlement n°2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 décembre 2009, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours sont étalés sur la durée de vie effective du crédit. La Banque Delubac & Cie a choisi d'appliquer la méthode alternative consistant à procéder à l'étalement de manière linéaire.

### 3.16 Frais de personnel

Les frais de personnel comprennent l'ensemble des dépenses liées au personnel intégrant notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice. Ces charges sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat « Charges générales d'exploitation ».

Comme précisé dans le § 3.12, la Banque Delubac & Cie n'applique pas la recommandation 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relative à la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

### 3.17 Coût du risque

Le contenu de la rubrique « Coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations, relatives aux opérations avec la clientèle.

Ce poste enregistre également les dotations nettes de reprises des provisions pour risques et charges, dans le cadre de litiges commerciaux.

### 3.18 Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

La Banque Delubac & Cie ne comptabilise pas les impôts différés au titre des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives. Ces différences ont une incidence sur la charge ou le produit d'impôt de l'exercice ainsi que sur les paiements actuels et futurs d'impôt sur les bénéfices.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Les plus-values à long terme sur titres de participation de sociétés à prépondérance immobilière sont imposées au taux normal, alors que les plus-values sur autres titres de participation détenues depuis plus de deux ans sont exonérées, sous réserve d'une quote-part pour frais et charges de 12 % du résultat net des plus-values de cession de l'exercice. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés, à l'exception d'une quote-part de frais et charges égale à 5 % des dividendes versés par les filiales non incluses dans le périmètre d'intégration fiscale ou 1 % dans le cas des dividendes versés par les filiales membres de l'intégration fiscale.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, un groupe d'intégration fiscale a été constitué avec la Société et ses filiales Delubac Asset Management, Astorg Immobilier, Compagnie Foncière du Confluent et Haussmann Recouvrement. La filiale Delupay a été intégrée fiscalement au cours de l'année 2024.

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui sont définitivement acquis.

### **3.19 Résultat net par part sociale**

Le résultat net par part sociale est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux Associés ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré de parts sociales ordinaires en circulation au cours de l'exercice (Cf. Note 40 "Résultat net par part sociale").

**II INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES****Note 4 Effectifs**

Les tableaux ci-dessous résument les effectifs "Équivalent temps plein" de la Banque Delubac & Cie :

<i>Type de Contrats</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Le Cheylard	90,9	87,6
Paris	186,6	149,4
Lyon	12,5	11,2
Toulouse	7,4	5,7
Valence	4,7	4,0
Nice	4,0	5,6
Marseille	5,2	4,6
Lille	6,0	5,3
Nantes	4,6	4,8
Strasbourg	5,7	6,2
Rouen	4,8	5,0
Bordeaux	5,2	3,9
La Réunion	5,1	6,1
Clermont-Ferrand	0,2	-
Montpellier	4,2	4,2
Rennes	1,1	1,5
<b>Contrats à durée indéterminée</b>	<b>348,2</b>	<b>305,2</b>
Le Cheylard	6,1	5,6
Paris	31,5	29,3
Valence	0,7	1,7
Lille	0,3	0,7
Toulouse	1,3	1,0
Strasbourg	0,7	1,0
Marseille	2,8	0,7
Lyon	0,3	-
La Réunion	0,2	-
Nice	1,0	1,0
Nantes	0,7	1,0
<b>Contrats à durée déterminée</b>	<b>45,6</b>	<b>41,9</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>394,8</b>	<b>349,3</b>

<b>Statuts</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Le Cheylard	28,9	28,4
Paris	165,8	126,6
Lyon	7,6	6,9
Toulouse	5,7	3,7
Valence	2,0	1,8
Nice	2,0	3,6
Marseille	3,9	2,8
Lille	4,0	3,7
Nantes	2,6	3,2
Strasbourg	3,0	3,2
Rouen	2,0	2,0
Bordeaux	3,3	2,2
La Réunion	3,4	4,4
Montpellier	3,0	2,2
Clermont-Ferrand	0,2	-
Rennes	1,1	1,0
<b>Cadres</b>	<b>238,4</b>	<b>195,6</b>
Le Cheylard	68,1	64,9
Paris	52,3	52,1
Lyon	5,3	4,3
Toulouse	3,0	3,0
Nice	3,0	3,0
Strasbourg	3,3	4,0
Rouen	2,8	3,0
Nantes	2,7	2,6
Lille	2,3	2,3
Bordeaux	1,9	1,7
Valence	3,4	4,0
Marseille	4,1	2,5
Rennes	-	0,5
La Réunion	1,9	1,7
Montpellier	1,2	2,0
<b>Techniciens des métiers de la banque</b>	<b>155,4</b>	<b>151,5</b>
<b>Intérimaires en surcroît d'activité</b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total de l'effectif "ETP"</b>	<b>394,8</b>	<b>349,3</b>

**Note 5 Rémunération des dirigeants****5.1 Gérants Associés commandités**

Conformément à l'article 17 des statuts de la Banque Delubac & Cie, la rémunération des Gérants Associés commandités résulte de l'addition des rémunérations au titre de leur mandat de Gérant statutaire d'une part, et de leur qualité d'Associé commandité d'autre part.

Sur les exercices 2024 et 2023, les rémunérations versées ont été les suivantes (000 euros) :

Gérants Associés commandités	Fonction	Rémunérations 2024	Rémunérations 2023
Serge Bialkiewicz	Associé Premier Gérant	139	139
Jean-Michel Samuel	Associé Gérant	111	111
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé Gérant	180	180
Elodie Trevillot	Associée Gérante	78	-
Caisse de Compensation Locative	Associée Gérante	13	13
<b>Rémunérations au titre de leur mandat de Gérant</b>		<b>521</b>	<b>443</b>
Serge Bialkiewicz	Associé commandité	348	348
Jean-Michel Samuel	Associé commandité	333	329
Joël-Alexis Bialkiewicz	Associé commandité	240	240
Caisse de Compensation Locative	Associée commanditée	53	53
Société Privée de Participations Patrimoniales	Associée commanditée	53	53
Union Familiale Bialkiewicz	Associée Commanditée	-	-
Madeleine Teillot Samuel	Associée commanditée	69	65
Jennifer Docquet	Associée commanditée	69	65
<b>Rémunérations au titre de leur qualité d'Associé(e) commandité(e)</b>		<b>1 165</b>	<b>1 153</b>
<b>Rémunérations des Gérants Associés commandités</b>		<b>1 686</b>	<b>1 596</b>

Conformément aux dispositions statutaires, la Banque Delubac & Cie prend en charge les cotisations sociales attachées à ces rémunérations.

En 2024 et en 2023, aucune autre rémunération n'a été versée aux Associés Gérants commandités sous forme de jetons de présence ou de paiement en instruments de capitaux propres.

5.2 Membres du Conseil de surveillance

La rémunération des membres du Conseil de surveillance est fixée chaque année dans le cadre d'une délibération de l'Assemblée générale ordinaire. Sur chacun des exercices 2024 et 2023, ces rémunérations versées ont été les suivantes :

Membres du Conseil de surveillance	Rémunération globale en 2024
Jetons de présence	140
<b>Rémunérations des membres du Conseil de surveillance 2024</b>	<b>140</b>

  

Membres du Conseil de surveillance	Rémunération globale en 2023
Jetons de présence	50
<b>Rémunérations des membres du Conseil de surveillance 2023</b>	<b>50</b>

**III NOTES RELATIVES AU BILAN****Note 6 Caisse, Banques centrales (actif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Caisse	787	603
Banques centrales	458 820	316 053
<b>Caisse, Banques centrales, (actif)</b>	<b>459 607</b>	<b>316 656</b>

**Note 7 Créances sur les établissements de crédit**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes ordinaires débiteurs	31 857	23 538
Comptes de prêts	0	0
Créances rattachées + autres	491	396
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>32 349</b>	<b>23 934</b>

**Note 8 Opérations avec la clientèle (actif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Opérations d'escompte et assimilées	849	2 497
Loi Dailly	15 380	20 353
<b>Créances commerciales</b>	<b>16 229</b>	<b>22 850</b>
<b>Créances prises en affacturage</b>	<b>18 550</b>	<b>26 068</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>32 717</b>	<b>28 320</b>
Différés de remboursement liés à l'usage de cartes de crédit	173	152
Crédits de trésorerie	32 284	29 920
Crédits à l'équipement	2 284	2 525
Crédits à l'habitat	54 805	62 832
Prêts Garanties par l'Etat (PGE)	15 183	27 599
Autres crédits	33 656	41 116
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>138 386</b>	<b>164 144</b>
<b>Dépréciations des créances douteuses</b>	<b>-7 773</b>	<b>-7 025</b>
<b>Opérations avec la clientèle (actif)</b>	<b>198 110</b>	<b>234 357</b>
	31-12-2024	31-12-2023
Créances commerciales (1)	8 268	4 779
Comptes ordinaires débiteurs (1)	14 601	8 272
Autres concours à la clientèle (1)	356	270
<b>Créances douteuses</b>	<b>23 226</b>	<b>13 321</b>
<b>Taux de dépréciation des créances douteuses</b>	<b>33,47 %</b>	<b>52,73 %</b>

- (1) S'agissant de la rubrique relative aux créances douteuses, il a été regroupé dans les comptes des exercices 2024 et 2023, l'ensemble des créances douteuses et des créances douteuses compromises, que ces créances soient ou non dépréciées au titre du risque de crédit avéré. Auparavant, seules les créances dépréciées étaient présentées en créances douteuses. Ces reclassements sont dès lors sans incidence sur l'appréciation du niveau de dépréciation de ces créances.

	31-12-2024	31-12-2023
Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	-7 025	-6 607
Dotations par le compte de résultat	-1 246	-1 625
Dotations par le Fonds de garantie mutuelle	-	-158
Utilisations des dépréciations	345	656
Reprises par le compte de résultat	141	544
Reprises par le Fonds de garantie mutuelle	-	158
Dotations/Reprises imputées sur le produit net bancaire (1)	12	7
<b>Dépréciations des créances douteuses</b>	<b>-7 773</b>	<b>-7 025</b>

(1) Conformément aux recommandations des autorités, les produits d'intérêts dus par la clientèle sur les créances douteuses sont neutralisés par la dotation d'une provision sur un compte de produit net bancaire afin d'éviter de comptabiliser un produit incertain. Lors du recouvrement effectif de la créance, cette provision est donc également reprise dans le produit net bancaire.

#### Note 9 Obligations et autres titres à revenu fixe

	31-12-2024	31-12-2023
Obligations	552 736	469 537
Primes et décotes sur obligations	164	-2 053
Dépréciations des obligations titres d'investissement	-	-429
<b>Titres d'investissement</b>	<b>552 900</b>	<b>467 055</b>
Obligations	61 684	61 772
Primes et décotes sur obligations	-762	-500
Dépréciations des obligations titres placements	-60	-
BMTN	-	-
NEUCP	10 029	10 040
<b>Titres de placements</b>	<b>70 891</b>	<b>71 312</b>
<b>TOTAL des obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>623 791</b>	<b>538 367</b>

#### Note 10 Actions et autres titres à revenu variable

	31-12-2024	31-12-2023
OPC (1)	3 008	3 931
Autres titres	110	-
<b>Total Titres de placement</b>	<b>3 118</b>	<b>3 931</b>
<b>TOTAL des actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>3 118</b>	<b>3 931</b>

(1) À la clôture des exercices 2024 et 2023, le groupe Delubac & Cie n'exerçait aucun contrôle sur des OPC présentant des actifs nets significatifs.

#### Note 11 Participations et autres titres détenus à long terme

	31-12-2024	31-12-2023
FST SAS (2)	799	799
Mars Occidentale (1)	229	229
Certificat Association FGDR Espèces	1 123	844

FST Holding	190	190
GIE UGP	96	96
Swift	233	-
Delubac Schor Bialkiewicz	17	17
GIE Actions	16	16
SEFI	3	3
MANCO.PARIS (3)	570	570
<b>Participations et autres titres détenus à long terme (valeur brute)</b>	<b>3 276</b>	<b>2 764</b>
Dépréciation de la participation FST SAS (2)	-140	-140
Dépréciation de la participation Mars Occidentale (1)	-229	-229
Dépréciation de la participation GIE UGP	-96	-96
<b>Dépréciation des participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>-465</b>	<b>-465</b>
<b>Participations et autres titres détenus à long terme (valeur nette)</b>	<b>2 811</b>	<b>2 299</b>

(1) Participation minoritaire dans cette société anonyme dont les titres sont dépréciés en totalité.

(2) Notre approche de la valorisation des titres sur la base des dernières transactions connues et en tenant compte d'une décote des minoritaires de 40 %, fait ressortir une moins-value latente de 140 K€.

(3) Participation minoritaire dans cette société (à hauteur de 10 %).

#### Note 12 Parts dans les entreprises liées

	31-12-2024	31-12-2023
Compagnie Foncière du Confluent	15 000	15 000
FFLE	11 407	11 407
Delubac Asset Management	16 780	9 780
Hausmann Recouvrement	2 030	2 030
Astorg Immobilier	132	132
DeluPay	23 309	16 809
<b>Parts dans les entreprises liées (valeur brute)</b>	<b>68 658</b>	<b>55 158</b>
Dépréciation de la participation Hausmann Recouvrement (1)	-1 223	-1 223
Dépréciation de la participation de Delubac Asset Management (2)	-7 912	-4 655
Dépréciation de la participation Astorg Immobilier (1)	-63	-61
<b>Dépréciation des parts dans les entreprises liées</b>	<b>-9 198</b>	<b>-5 940</b>
<b>Parts dans les entreprises liées (valeur nette)</b>	<b>59 460</b>	<b>49 218</b>

(1) Dépréciation des titres de Hausmann Recouvrement (utilisation de la méthode DCF en retenant comme hypothèse un taux d'actualisation de 7% et un taux de croissance à l'infini de 2%) et de Astorg Immobilier (dépréciation à hauteur de la situation nette comptable).

(2) Dépréciation de Delubac Asset Management (utilisation de la méthode DCF en retenant comme hypothèse un taux d'actualisation de 7% et un taux de croissance à l'infini de 2%).



**Note 13 Immobilisations incorporelles**

<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Brevets, licences, logiciels	34 174	26 026
Droit au bail, fonds commercial	200	200
Autres immobilisations incorporelles	27	27
Immobilisations incorporelles en cours	744	3 743
Amortissements brevets, licences, logiciels	-19 357	-12 732
Amortissements fonds commercial	-180	-160
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>35 145</b>	<b>29 996</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-19 537</b>	<b>-12 892</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>15 608</b>	<b>17 104</b>

<b>Variations des immobilisations incorporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	29 996	20 509
Acquisitions	5 480	9 534
Virement compte à compte	-	-
Cessions / Mises au rebut	-331	-47
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>35 145</b>	<b>29 996</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-12 892	-9 863
Dotations de l'exercice	-6 664	-3 030
Reprises de l'exercice	19	1
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-19 537</b>	<b>-12 892</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>15 608</b>	<b>17 104</b>

**Note 14 Immobilisations corporelles**

<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31-12-2024</b>	<b>31-12-2023</b>
Terrains	99	99
Constructions	522	522
Agencements	5 810	5 068
Autres immobilisations corporelles	8 277	9 627
Immobilisations corporelles en cours	127	324
Amortissements constructions	-217	-206
Amortissements agencements	-2 548	-2 133
Amortissements autres immobilisations corporelles	-5 347	-7 374
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>14 837</b>	<b>15 640</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-8 112</b>	<b>-9 713</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>6 725</b>	<b>5 927</b>

Variations des immobilisations corporelles	31-12-2024	31-12-2023
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	15 640	14 005
Acquisitions	2 326	2 331
Virement de compte à compte	-	-
Cessions / Mises au rebut	-3 129	-696
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>14 837</b>	<b>15 640</b>
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	-9 713	-9 178
Dotations de l'exercice	-1 523	-1 169
Reprises de l'exercice	3 125	634
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>-8 112</b>	<b>-9 713</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>6 725</b>	<b>5 927</b>

**Note 15 Capital souscrit non versé**

Il n'y a pas de capital souscrit non versé au 31/12/2024.

**Note 16 Autres actifs**

	31-12-2024	31-12-2023
Dépôts et cautionnements constitués	1 499	1 367
Taxe sur la valeur ajoutée	204	219
Créance d'impôt sur les sociétés	470	12
Créance fiscale et sociale	-	-
Fonds en cours de constitution	-	147
Comptes-courants filiales (1)	7 171	5 935
Dépôts de garantie / Contrats à terme	-	-
Opérations de crédit-bail immobilier (2)	-	46
Dépôts de garantie / Cotisations Fonds Garantie Dépôts	729	636
Débiteurs divers	1 182	955
Autres stocks et assimilés	81	94
<b>Autres actifs</b>	<b>11 337</b>	<b>9 411</b>

(1) Constitués des quotes-parts de résultats non distribués de la filiale FFLE pour 7 143 K€ au 31/12/2024

(2) Voir le tableau ci-dessous :

	31-12-2024	31-12-2023
Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-	679
Amortissements / Immobilisations / Crédit-bail immobilier	-	-679
Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	46
Dépréciations / Créances douteuses de crédit-bail immobilier	-	-
<b>Opérations de crédit-bail immobilier</b>	<b>-</b>	<b>46</b>

**Note 17 Comptes de régularisation (actif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes indisponibles/ Opérations de recouvrement	2 445	2 175
Comptes de régularisation	2 362	3 144
Charges payées ou comptabilisées d'avance	3 109	4 181
Produits à recevoir	563	1 692
Valeurs à rejeter - Effets et chèques	448	356
Produits à recevoir / Apporteurs douteux	547	467
Provisions / Produits à recevoir / Apporteurs douteux	-181	-181
<b>Comptes de régularisation (actif)</b>	<b>9 293</b>	<b>11 834</b>

**Note 18 Banques centrales (passif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Banques centrales	-	-
<b>Banques centrales (passif)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 19 Dettes envers les établissements de crédit**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes ordinaires créditeurs	1 174	-
Comptes à terme	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 174</b>	<b>-</b>

**Note 20 Opérations avec la clientèle (passif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes à vue	42 878	32 847
Comptes à terme	1 896	1 736
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>44 774</b>	<b>34 583</b>
Comptes à vue	1 262 223	1 035 210
Comptes à terme	4 852	31 348
Comptes d'affacturage et retenue de garantie	32 017	40 317
<b>Autres dettes</b>	<b>1 299 092</b>	<b>1 106 875</b>
<b>Opérations avec la clientèle (passif)</b>	<b>1 343 866</b>	<b>1 141 458</b>

**Note 21 Autres passifs**

	31-12-2024	31-12-2023
Saisies attribution / Oppositions / ATD	5 284	4 880
Dettes fiscales et sociales	8 892	8 506
Fournisseurs et comptes rattachés	1 217	3 372
Créditeurs divers	752	440
Autres dettes	51	149
<b>Autres passifs</b>	<b>16 196</b>	<b>17 347</b>

**Note 22 Comptes de régularisation (passif)**

	31-12-2024	31-12-2023
Comptes indisponibles / Opérations de recouvrement	1 175	665
Charges à payer	2 544	3 840
Comptes de régularisation	2 366	2 433
Valeurs à rejeter - Effets et chèques	1 591	-
Produits constatés d'avance	425	598
<b>Comptes de régularisation (passif)</b>	<b>8 101</b>	<b>7 536</b>

**Note 23 Provisions**

	31-12-2024	31-12-2023
Provisions à l'ouverture de l'exercice	2 838	2 904
Dotations de l'exercice	406	580
Reprises de l'exercice	-1 558	-646
<b>Provisions</b>	<b>1 686</b>	<b>2 838</b>

	31-12-2024	31-12-2023
Provisions fiscales	-	341
Provisions pour autres risques et charges (1)	1 686	2 497
<b>Provisions</b>	<b>1 686</b>	<b>2 838</b>

(1) Dotées et reprises par le compte idoine en fonction de la nature de la charge future.

**Détail des principales provisions pour autres risques et charges**

- Litige prud'homal	173	39
- Litige social autres	35	35
- Autres litiges commerciaux + divers	168	472
- Provision exceptionnelle (1)	1 210	1 805
- Provision sur contrôle fiscal (2)	-	341

- Provision sur charges futures	-	-
- Provision en coût du risque	100	146

(1) La provision exceptionnelle ci-dessus correspond à notre estimation de la part non récupérable d'opérations rejetées hors délai pour un montant total de 2 651 K€ suite à une erreur de paramétrage entre 2018 et 2022. La reprise de provision de 595 K€ correspond au passage en perte de 587 K€ et par le recouvrement de 8 K€.

(2) Afin de couvrir les risques de redressement sur un contrôle fiscal des exercices 2019 à 2021, une provision pour risques et charges de 341 K€ avait été constituée en 2022. Cette provision a été reprise en 2024.

### Litiges et actions en justice

Les décisions de provisionnement des litiges sont prises collégalement et après complète analyse dans le cadre d'un comité trimestriel comprenant la Gérance, le Directeur juridique, le Directeur des risques et des contrôles, ainsi que le Directeur administratif et financier.

La Société est engagée dans certaines actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. La Banque Delubac & Cie estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur ses comptes sociaux ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

### Note 24 Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Conformément à l'article 3 du règlement CRBF n°90-02, (Cf. Note 3.13), la banque a la possibilité de comptabiliser une dotation aux Fonds pour Risques Bancaires et Généraux (FRBG).

Au 31/12/2023, la banque avait un Fonds pour Risques Bancaires et Généraux de 0 K€.

En 2024, la banque a comptabilisé une dotation pour Fonds pour Risques Bancaires et Généraux de 4 000 K€ pour tenir compte des incertitudes liées aux tensions géo-politiques.

Au 31/12/2024, le montant des Fonds pour Risques Bancaires Généraux est donc de 4 000 K€.

### Note 25 Tableau de variation des capitaux propres (hors FRBG) et du capital souscrit

(En milliers d'euros) sur 3 ans	Capital	Réserves et report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	<b>11 696</b>	<b>44 011</b>	<b>-8 371</b>	<b>392</b>	<b>47 728</b>
Résultat de l'exercice 2023	-	-	-3 830	-	-3 830
Provisions réglementées	-	-	-	-37	-37
Fonds de garantie mutuelle	-	-	-	-	-
Affectation du résultat de l'exercice 2022	-	-8 371	8 371	-	-
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>11 696</b>	<b>35 640</b>	<b>-3 830</b>	<b>355</b>	<b>43 861</b>
Résultat de l'exercice 2024	-	-	3 239	-	3 239
Provisions réglementées	-	-	-	7	7
Fonds de garantie mutuelle	-	-	-	-	-
Affectation du résultat de l'exercice 2023	-	-3 830	3 830	-	-
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>11 696</b>	<b>31 810</b>	<b>3 239</b>	<b>362</b>	<b>47 107</b>

	Nombre	Valeur unitaire (euros)	Montant (000 euros)
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2022</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2023	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2023</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>
Opérations de l'exercice 2024	-	-	-
<b>Nombres de parts sociales émises au 31 décembre 2024</b>	<b>2 923 944</b>	<b>4,00</b>	<b>11 696</b>

N.B. : Une augmentation de capital réservée a été souscrite par la Cheylaroise de Participation le 6 mai 2010. La libération du capital est intervenue le 24 décembre 2019.

*Répartition du capital social modifié par rapport au 31 décembre 2023*

Cette modification correspond à la réalisation des événements suivants :

- Attribution, à l'issue du règlement de la succession de M. Jean SAMUEL, des 2.844 parts sociales d'associé commanditaire détenues par ce dernier à M. Jean-Michel SAMUEL, en qualité d'associé commandité.
- Nomination, en qualité d'associé commandité, de Mme Elodie TREVILLOT et cession corrélative à cette dernière par la CAISSE DE COMPENSATION LOCATIVE d'une part sociale.
- Nomination, en qualité d'associé commandité, de la société UNION FAMILIALE BIALKIEWICZ et cession corrélative à cette dernière par la CAISSE DE COMPENSATION LOCATIVE d'une part sociale.
- Fin du mandat de M. Bruno Moschetto en qualité de membre du Conseil de Surveillance, ayant entraîné la restitution de la part sociale prêtée par la CHEYLAROSE DE PARTICIPATION à ce dernier au titre dudit mandat.

Au 31 décembre 2024, le capital social de la Banque Delubac & Cie se répartissait donc comme suit :

	Nombre de parts	%
- Cheylaroise de Participation	1 197 604	40,96
- Sky Gift	584 836	20,00
- Interhold	584 792	20,00
- Caisse de Compensation Locative	200 255	6,85
- Jean-Michel Samuel-Delubac	171 745	5,87
- Madeleine Teillot Samuel	110 379	3,78
- Jennifer Docquet	60 058	2,05
- Succession Chassagnon	14 032	0,48
- Autres personnes physiques et morales (1)	243	P.M.
<b>Total</b>	<b>2 923 944</b>	<b>100,00</b>

- (1) Dont une part détenue par la Société Privée de Participations Patrimoniales (Associée commanditée statutaire).

*Dividendes versés*

Aucun dividende n'a été versé en 2024. Pour rappel, aucun dividende n'a été versé en 2023, un dividende de 500 mille euros a été versé en 2022 au titre de l'exercice 2021 et un dividende de 500 mille euros a été versé en 2021 au titre de l'exercice 2020. Aucun dividende n'a été versé en 2020 et 2019 au titre respectivement de 2019 et 2018.

**IV NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

**Note 26 Intérêts et produits assimilés**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	14 362	8 856
Opérations sur titres	17 039	12 937
Opération avec la clientèle	7 702	7 899
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>39 103</b>	<b>29 692</b>

**Note 27 Intérêts et charges assimilées**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	-6	-7
Opérations avec la clientèle	-2 157	-1 620
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-2 163</b>	<b>-1 627</b>

**Note 28 Revenus des titres à revenu variable**

	2024	2023
Dividendes et produits assimilés	1 501	1 455
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>1 501</b>	<b>1 455</b>

- Quote-part de résultat FFLE 1 243 1 245

N.B. : En cas de résultat déficitaire, la quote-part de résultat de FFLE est une charge présentée en "Autres charges d'exploitation bancaire".

**Note 29 Commissions produits et charges**

	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	1 321	676
Opérations avec la clientèle	38 633	30 289
Opérations sur titres	672	735
Engagements de financement et de garantie	885	1 122
Prestations de services	596	1 005
Produits sur moyens de paiement	5 461	3 202
Opération de change et d'arbitrage	422	212
<b>Commission (produits)</b>	<b>47 990</b>	<b>37 241</b>
	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	-669	-563
Prestations de services	-2 463	-2 443
Opérations de change et d'arbitrage	-261	-77
<b>Commissions (charges)</b>	<b>-3 393</b>	<b>-3 083</b>

**Note 30 Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation**

	2024	2023
Gains sur titres de transaction	-	-
Dotations aux dépréciations des titres de transaction	-	-
<b>Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 31 Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

	2024	2023
Produits sur titres de placement	2 742	1 203
Charges sur titres de placement	-1 138	-1 868
Dotations aux dépréciations des titres de placement	-60	-350
Pertes sur opérations de portefeuille de placement	-344	-
Reprises de dépréciations des titres de placement	350	1 417
<b>Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>1 550</b>	<b>402</b>

**Note 31' Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de participations**

	2024	2023
Dotations aux dépréciations des titres de participation	-	-
<b>Gains ou (pertes) sur opérations des portefeuilles de participations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 32 Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

	2024	2023
Produits divers d'exploitation bancaire	684	1 059
Crédit-bail / Location simple (2)	-	41
Autres produits divers d'exploitation	2	2
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>686</b>	<b>1 102</b>
Produits rétrocédés (1)	-716	-709
Crédit-bail / Location simple (2)	-	-41
Charges diverses d'exploitation bancaire	-1 453	-299
Autres charges diverses d'exploitation	-154	-797
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-2 323</b>	<b>-1 846</b>



Cf note 3.2.3 pour le changement de présentation des autres charges d'exploitation bancaire

(1) Les produits rétrocédés correspondent à la sous-distribution de produits financiers au titre de l'activité de gestion d'épargne, à la rémunération d'apporteurs d'affaires au titre de l'activité gestion d'épargne et au titre de l'activité affacturage.

(2) Voir le tableau ci-dessous :

	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	-	41
Intérêts et charges assimilées	-	-41
<b>Opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Nous avons signé un avenant le 07/10/2021 qui a eu pour conséquence de prendre en compte une franchise de loyer et un allongement de la durée du crédit-bail. Le dernier loyer a été facturé en décembre 2022.

### Note 33 Charges générales d'exploitation

	2024	2023
Personnel (Cf. détail ci-après)	-36 487	-32 662
Impôts et taxes	-559	-514
Services extérieurs	-26 745	-28 349
Charges refacturées à des sociétés (1)	228	348
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-63 563</b>	<b>-61 177</b>

Cf note 3.2.3 pour le changement de présentation des Services extérieurs

(1) Dont prestations refacturées aux filiales Delubac Asset Management, Haussmann Recouvrement et DeluPay.

	2024	2023
Rémunérations	-22 813	-21 642
Charges sociales sur rémunérations	-10 453	-8 827
Impôts et taxes sur rémunérations	-2 495	-2 192
Intéressement des salariés (1)	-568	-
Participation des salariés (2)	-158	-
<b>Personnel</b>	<b>-36 487</b>	<b>-32 661</b>

(1) La prime d'intéressement est égale à 10 % du résultat consolidé courant avant impôt et intéressement de l'Union Économique et Sociale Groupe Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE et DeluPay. Ce montant est diminué des sommes versées au titre de la participation et limité à 20 % du total des salaires bruts annuels versés au personnel bénéficiaire - Accord du 20 février 2024.

(2) La réserve spéciale de participation correspond au montant le plus élevé entre la réserve spéciale de participation déterminée sur la base de la formule légale obligatoire, et la réserve spéciale de participation calculée à partir des bases consolidées de l'Union Économique et Sociale Groupe

Delubac que forme la Banque Delubac & Cie et ses filiales, à l'exception de FFLE et DeluPay (50 % x (bénéfice fiscal après déduction de l'impôt sur les sociétés – 5 % des capitaux propres hors résultat de l'exercice) x Salaires / Valeur ajoutée) - Accord du 19 décembre 2013 modifié par avenant du 14 janvier 2014.

**Note 34 Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles**

	2024	2023
Immobilisations incorporelles	-6 663	-3 035
Immobilisations corporelles	-1 524	-1 169
<b>Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>-8 187</b>	<b>-4 204</b>

**Note 35 Coût du risque**

	2024	2023
Opérations avec la clientèle	-762	-460
<b>Dotations / Reprises nettes des dépréciations</b>	<b>-762</b>	<b>-460</b>
Pertes couvertes par des dépréciations	-376	-847
Pertes non couvertes par des dépréciations	-184	-186
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-560</b>	<b>-1 033</b>
<b>Dotations / Reprises nettes des provisions (1)</b>	<b>316</b>	<b>40</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 007</b>	<b>-1 453</b>

(1) Ces mouvements se rapportent aux provisions pour risques et charges (Cf. Note 23 sur les "Provisions").

**Note 36 Gains ou (pertes) sur actifs immobilisés**

	2024	2023
Plus-values de cession de titres participation	-	-
Dotations/Reprises dépréciations des titres de participation	-3 179	-4 722
Moins-values de cessions de titres de participation	-	-
<b>Résultat de cession de titres de participation</b>	<b>-3 179</b>	<b>-4 722</b>
<b>Résultat de cession des immobilisations financières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat de cession d'actifs corporels et incorporels</b>	<b>-245</b>	<b>-9</b>
<b>TOTAL Gains ou (pertes) sur actifs immobilisés</b>	<b>-3 424</b>	<b>-4 731</b>

**Note 37 Résultat exceptionnel**

	2024	2023
Produits sur exercices antérieurs	-	-
Autres produits	675	941
<b>Produits exceptionnels (1)</b>	<b>675</b>	<b>941</b>
Charges sur exercice antérieur	-	-
Provision exceptionnelle	-	-455
Autres charges	-808	-100

<b>Charges exceptionnelles (2)</b>	<b>-808</b>	<b>-555</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-133</b>	<b>-386</b>

(1) Le montant des produits exceptionnels est de 675 K€. Il est constitué notamment par une reprise de provision de 595 K€ du dossier concernant les opérations rejetées hors délai suite à une erreur de paramétrage entre 2018 et 2022.

(2) Le montant des charges exceptionnelles est de 808 K€. Il est constitué notamment par le passage en perte pour 595 K€ du dossier concernant les opérations rejetées hors délai suite à une erreur de paramétrage entre 2018 et 2022.

### Note 38 Impôts sur les bénéfices

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Produits (charges) d'intégration fiscale	485	171
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>485</b>	<b>171</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Banque Delubac & Cie forme un périmètre d'intégration fiscale avec certaines de ses filiales :

- Delubac Asset Management ;
- Astorg Immobilier ;
- Compagnie Foncière du Confluent ;
- Haussmann Recouvrement ;
- DeluPay (depuis le 01/01/2024)

La convention d'intégration fiscale prévoit que les déficits des filiales dont bénéficie la Banque Delubac & Cie lui sont définitivement acquis.

Le montant de 485 K€ correspond au produit d'impôt sur les sociétés dû par la société Compagnie Foncière du Confluent (+63 K€), par la reprise de provision sur le contrôle fiscal (+341 K€) et par un Crédit Impôt Recherche de 81 K€.

Les crédits d'impôts sont précisés dans le tableau ci-dessous :

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Crédit d'impôt recherche	81	-
Crédit d'impôt don	-	12
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>12</b>

### Note 39 Dotations / Reprises de FRBG et de provisions réglementées

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
(Dotations) / Reprises d'amortissements dérogatoires	-7	-8
(Dotations) / Reprises de FRBG	-4 000	3 850
<b>Dotations / Reprises de FRBG et de provisions réglementées</b>	<b>-4 007</b>	<b>3 842</b>

Les provisions pour amortissements dérogatoires traduisent la différence entre les amortissements calculés entre la durée réelle d'utilisation et leur durée d'usage au sens fiscal du terme. Les immobilisations concernées par la dérogation sont les immobilisations non décomposables ainsi que la structure des immeubles qui ne répondent pas à la définition des immeubles de placement.

Font également l'objet d'amortissements dérogatoires, les coûts d'acquisition des titres de participation comptabilisés dans le montant immobilisé des titres, actif par définition non amortissable. Ces frais sont par le biais des amortissements dérogatoires déduits fiscalement sur une durée de cinq ans.

**Note 40 Résultat net par part sociale**

	2024	2023
Nombre moyen pondéré de parts sociales en circulation	2 923 944	2 923 944
Nombre de parts sociales potentiellement dilutives	-	-
Nombre moyen pondéré de parts sociales après dilution	2 923 944	2 923 944
Résultat net (000 euros)	3 320	-3 830
<b>Résultat net par part sociale (euros)</b>	<b>1,14</b>	<b>-1,31</b>

A la clôture des exercices 2024 et 2023, il n'existait aucune part sociale ordinaire potentiellement dilutive.

**V AUTRES NOTES EXPLICATIVES****Note 41 Engagements hors bilan****41.1 Engagements donnés**

	31-12-2024	31-12-2023
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	25 809	29 977
<b>Engagements de financement</b>	<b>25 809</b>	<b>29 977</b>
Opérations en devises	-	-
D'ordre de la clientèle	23 855	29 853
<b>Engagements de garantie</b>	<b>23 855</b>	<b>29 853</b>
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	-	-
Engagement sur titres	-	-
<b>Engagements sur titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autres engagements (1)	348 355	437 843
<b>Autres engagements</b>	<b>348 355</b>	<b>437 843</b>
<b>TOTAL des engagements donnés</b>	<b>398 019</b>	<b>497 673</b>

(1) Obligations mises en pension à la BCE en collatéral dans le cadre de la politique monétaire, le montant est valorisé par la BCE après application d'une décote.

En 2023, la Banque a reçu une indemnité d'assurance de 850 K€ concernant un dossier contentieux pour lequel elle était couverte. La procédure judiciaire de ce dossier n'étant pas terminée, la Banque devra restituer à l'assureur le trop-perçu si in fine la condamnation définitive de la Banque est inférieure à 850 K€.

**41.2 Engagements reçus**

	31-12-2024	31-12-2023
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Reçus d'établissements de crédit (1)	19 402	30 362

Reçus de la clientèle	-	-
Cautions reçues	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>
<b>TOTAL des engagements reçus</b>	<b>19 402</b>	<b>30 362</b>

(1) En application de la recommandation de l'ANC relative à l'évènement Covid-19, l'encours garanti par l'Etat des PGE a été enregistré en Engagements reçus.

#### Note 42 Engagements sociaux

Indemnités de départ à la retraite

	31-12-2024	31-12-2023
Taux d'actualisation	3,37 %	2,51 %
Modalités de départ (1)	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Taux de progression des salaires	De 1 à 3 %	De 1 à 3 %
Taux de charge sociale	60 %	60 %
Taux de rotation du personnel	De 0,5 à 2 %	De 0,5 à 2 %
Charge nette de versements de l'exercice	-66	-61
Écarts actuariels (2)	-718	-755
<b>Avantages du personnel à la clôture</b>	<b>718</b>	<b>755</b>

A compter de 2015, les modalités de départ volontaire ont été déterminées en fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis. Elles étaient auparavant déterminées en fonction d'une mise à la retraite à 65 ans.

La table de survie de l'INSEE (TD-TV 19-21) a été utilisée pour effectuer l'évaluation de l'engagement de l'exercice 2024 (en 2023, c'était la table de survie TD-TV 18-20).

La Banque Delubac & Cie ne dispose d'aucun actif de couverture de ses engagements envers le personnel au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

- (1) En fonction de l'année de naissance et du nombre de trimestres requis
- (2) Les écarts actuariels correspondent aux ajustements de la provision pour indemnités de départ en retraite induit par les modifications d'hypothèses actuarielles retenues d'un exercice sur l'autre :
  - hypothèses endogènes (profil de carrière du personnel, turnover, âge de départ en retraite) ;
  - hypothèses exogènes (mise à jour de la table de survie, évolution du taux d'actualisation).

Les écarts actuariels à la clôture 2024 résultent des variations suivantes :  
. Changement du taux d'actualisation

#### Prime d'ancienneté

La banque verse une prime d'ancienneté à ses salariés qui sont présents au sein de l'établissement depuis 20 ans (cf note 3.1.2).

Cette prime versée une seule fois, correspond au montant du salaire de base mensuel avec un plancher de 2 000 € et un plafond de 4 000 €.

Au 31/12/2024, le montant de l'engagement social est de 65 K€ avec un taux de charge sociale de 60 % (non comptabilisé en hors bilan).

#### Note 43 Renseignements sur les filiales et participations

**I- Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Banque Delubac & Cie**

**a) Filiales (50% au moins du capital détenu)**

	Cie Foncière du Confluent	Hausmann Recouvrement	Delubac Asset Management	DeluPay
Capital des filiales	15 110	680	2 023	2 795
Réserves, report à nouveau et prime d'émission	980	-202	4 353	20 614
Quote-part dans le capital	99,27%	100,00%	100,00%	92,45%
Valeur d'inventaire	15 000	806	8 868	23 309
Prêts et avances consenties	-	-	-	-
Cautions et avals fournis	-	-	-	-
Dernier résultat	189	-256	-3 748	-6 521
Dividendes encaissés	-	-	-	-

**b) Participations (10 à moins de 50 % du capital détenu)**

	FFLE	FST SAS (1)	FST Holding (1)
Capital des filiales	1	803	114
Réserves, report à nouveau et prime d'émission	-	-332	383
Quote-part dans le capital	45,00%	23,66%	14,99%
Valeur d'inventaire	11 407	659	190
Prêts et avances consenties	-	-	-
Cautions et avals fournis	-	-	-
Dernier résultat	2 762	26	5
Dividendes encaissés	-	-	-

(1) Chiffres de l'exercice 2023 (par contre les valeurs d'inventaire sont celles de 2024)

**II- Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations**

Valeur d'inventaire : 1 962 mille euros (dont Manco.Paris 570 K€, Swift 233K€ et le Certificat d'association au FGDR 1 123 K€)

**Note 44 Honoraires des Commissaires aux comptes**

Les honoraires hors TVA non récupérable facturés par le collège des Commissaires aux comptes se présentent comme suit (000 euros) :

	2024	2023
Hoche Audit	-205	-200
Nahum Expertises	-205	-200
<b>Honoraires des Commissaires aux comptes</b>	<b>-410</b>	<b>-400</b>

Ces montants concernent les interventions, hors remboursements de frais, des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la Banque Delubac & Cie et les états financiers consolidés du Groupe, ainsi que les missions facturées au titre des services autres que la certification des comptes.

**Note 45 Transactions effectuées avec des parties liées et opérations non inscrites au bilan**

Il n'existe aucune transaction significative non conclue aux conditions normales de marché effectuée par la Banque Delubac & Cie avec des parties liées au cours des exercices 2024 et 2023.

Par ailleurs, il n'existe sur ces périodes aucune opération non inscrite au bilan, transaction ou accord entre la Banque Delubac & Cie et une ou plusieurs autres entités, même non constituées en sociétés, qui présentent des risques et des avantages significatifs pour la Société non traduits au bilan (ou dans les postes de hors bilan) et dont la connaissance est nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'établissement.

**Note 46 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

La banque doit préciser s'il existe des événements postérieurs à l'exercice d'importances significatives qui auraient dû donner lieu à un enregistrement au bilan consolidé, ou dans le compte de résultat consolidé, ou à une information dans les notes annexes aux états financiers consolidés.

Au titre de l'exercice 2024, il n'existe aucun événement significatif postérieur à la clôture.

**Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels**  
**Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de Banque Delubac & Cie SCS,

**VII- OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Delubac & Cie SCS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'arrêté des comptes.

**VIII- FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**IX- JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Dépréciation de prêts et créances sur base individuelle****Risque identifié**

Votre société constitue des dépréciations sur base individuelle afin de couvrir les pertes de crédit avérées sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités de financements.

La détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses requiert une part importante de jugement notamment pour identifier les créances devant faire l'objet d'une dépréciation et pour estimer le montant de dépréciation à comptabiliser.

Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes.

***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par votre société, en particulier ceux liés :

- à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés) et au processus de notation des contreparties ;
- à la classification des expositions en créances douteuses ;
- au suivi et à la valorisation des garanties ;
- à la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses.

En complément, nous avons procédé à une revue des crédits et mobilisations de créances consistant, sur la base d'un échantillon de clients débiteurs sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, à :

- prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des débiteurs ou leur contrepartie par entretien avec les responsables de départements opérationnels ;
- réaliser une analyse critique des estimations de provisions retenues par le Comité des contentieux et arrêtées par la Direction, sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement ;
- vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées ;
- contrôler les informations relatives aux règles et méthodes comptables applicables en la matière, fournies en annexe.

**Classement et évaluation du portefeuille titres****Risque identifié**

Votre société détient à l'actif de son bilan, différentes catégories de titres. En fonction de leur classement (titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, autres titres détenus à long terme), différentes règles d'évaluation sont appliquées, comme indiqué dans la note 3.8 des annexes aux comptes sociaux.



L'évaluation de la valeur de certains de ces titres peut reposer sur des techniques de valorisation qui comportent une part significative de jugement quant au choix des méthodologies et des données utilisées.

Nous avons considéré que le classement comptable de ces titres ainsi que leur valorisation constituait un point clé de l'audit en raison leur caractère significatif au bilan et du recours au jugement dans la détermination de leur valorisation.

#### ***Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque***

Nous avons pris connaissance des méthodes retenues pour le classement comptable et la valorisation des titres détenus.

Sur la base d'échantillons, nous avons :

- vérifié le correct enregistrement et classement comptable des titres en portefeuille détenus ;
- procédé à l'appréciation des approches retenues par la Direction et réalisé une analyse critique des hypothèses sous-tendant les valorisations ;
- vérifié le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations retenues par la Direction ;
- contrôlé les informations relatives aux règles et méthodes comptables applicables en la matière, fournies en annexe.

#### **X- VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : nous n'avons pas pu nous assurer de la cohérence et de la concordance des informations figurant dans le tableau des délais de paiement avec la comptabilité et les données la sous-tendant.

#### **XI- AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Delubac & Cie SCS par l'assemblée générale du 22 mai 2003 pour le cabinet HOCHÉ AUDIT et du 30 avril 2015 pour le cabinet NAHUM EXPERTISES (ex WNAP).

Au 31 décembre 2024, le cabinet HOCHÉ AUDIT était dans la 22<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet NAHUM EXPERTISES dans la 10<sup>ème</sup> année.

##### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'arrêté des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

## **XII- RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au Comité d'arrêté des comptes**

Nous remettons un rapport au Comité d'arrêté des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'arrêté des comptes figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'arrêté des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'arrêté des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

PARIS, le 24 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

HOCHÉ AUDIT  
représentée par Laurence ZERMATI

NAHUM EXPERTISES  
représentée par William NAHUM

#### **Consultation des rapports de la Gérance et du Conseil de Surveillance**

Les rapports de la Gérance et du Conseil de Surveillance sur les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2024 sont consultables au siège de la Banque Delubac et Cie :  
16, place Saléon Terras 07160 Le Cheylard